

# LA GUERRE AU CONGO

*par Erik Kennes*

*This contribution tries to summarize the available information about the conduct of the "liberation war" in Congo - DRC. After an overview of the military operations, we try to assess the role and influence of the national and regional actors. One key issue in the process has been the structural weakness of and factionalism within the Zairian army. Politically, the ruling elite has proved to be incapable of providing a political alternative; the Zairian government was unable to act.*

*The "alliance" forces came to the fore as a regional coalition, driven by the Rwandan (Ugandan) government. Their aim was first and foremost to find a solution for the security threat caused by the militarization of the Rwandan refugee camps on their western border. As the war gained momentum, a growing number of actors jumped on the bandwagon to further their own political and military agenda. During the second half of the war, the balance tilted in favour of the alliance due to the involvement of Angola in the toppling of the Mobutu regime.*

*All in all, the hypothesis sometimes put forward of a big American-led conspiracy can hardly be supported. The undeniable United States involvement in the war developed gradually, moving along with the evolution on the battlefield. The official American position, however, has clearly been different and much more cautious than the involvement of sub-national actors on the ground.*

*If the regional and international balance of power in 1996-97 were highly favourable to the successful conduct of the "liberation war", the seeming contradiction between the military composition of the alliance forces and the political composition of the new regime is a serious burden for the constitution of a new and autonomous Congo. This autonomy tries to establish itself on a core Katangese political and military force and an authoritarian political project. The uneasy balance between the political agenda of the members of the regional coalition that helped the alliance into power and the need for the institutional and diplomatic autonomy of the new Congo makes the future seem extremely uncertain. The regime in power does not have the diplomatic and political skills needed to turn this weakness into strength by playing the different regional and international actors against each other.*

## 1. INTRODUCTION

L'écroulement des structures vermoulues de l'ancien régime zaïrois n'a cessé d'étonner les observateurs et analystes. Bien que sa fin ait été pressentie depuis longtemps, une guerre - un "*vent de l'Est*" - a dû surgir pour balayer le "*système Mobutu*", devenu un héritage anachronique de la guerre froide. D'où la guerre est-elle venue? Ses préparatifs tout comme les logiques de son déroulement, se sont soustraits aux regards occidentaux et (partiellement) des zaïrois; peu d'éléments fiables permettant la reconstitution du déroulement même de la guerre, ses soutiens internationaux, ses sources d'approvisionnement et de financement, sont à notre disposition.

Néanmoins, la situation interne du Zaïre, la géopolitique régionale et la conjoncture internationale, ont constitué autant de facteurs qui ont rendu une opération militaire possible, sinon même souhaitable du point de vue des acteurs impliqués. Pour l'analyse du déroulement de la guerre de l'Est, nous voudrions défendre, dans cette contribution, l'hypothèse d'une convergence objective d'intérêts des groupes d'acteurs impliqués, d'un processus accumulatif plutôt que celle d'un grand complot préparé longtemps à l'avance.

En 1996, la situation politique au Zaïre s'achemina vers un blocage. Le parlement de transition du pays, qui aurait dû préparer et approuver l'échafaudage juridique pour la tenue des élections permettant de sortir de l'époque Mobutu, était enlisé dans des querelles politiciennes<sup>1</sup>. La commission nationale des élections, organe technique et extraparlamentaire,

---

<sup>1</sup> Le «projet de constitution pour la troisième république», à soumettre au référendum avant les élections

ne bénéficiait que de peu de confiance. Les politiciens de Kinshasa, qu'on appelait "*la classe politique*", n'avaient pas réellement la volonté d'aller aux élections. La désillusion née de l'échec probable du processus de "*démocratisation*" avait déjà amené, depuis 1993, des activistes politiques à prendre des contacts avec les chefs d'état des pays limitrophes, sans aboutir à quelque résultat concret. Ils ont pu établir des relations avec des groupuscules de tendance "*lumumbiste*" résidant en Tanzanie et en Ouganda, héritiers des différents maquis du Kivu des années '70 et '80, ainsi que du soutien accordé par la Libye pendant les années '80. Des contacts ont eu lieu également avec les "*tigres*" ou "*ex-gendarmes katangais*", force militaire relativement importante, opposée à Mobutu et soumise au gouvernement angolais.

Ces éléments n'auraient, à eux seuls, jamais suffi à renverser le régime de Mobutu: le processus de "*transition*"<sup>2</sup> avait réussi à démobiliser toute volonté d'action armée de grande envergure, et aucun leader militaire zaïrois n'a émergé durant cette période qui aurait pu canaliser le mécontentement populaire général. En même temps, le système politique zaïrois, progressivement réduit aux centres urbains et finalement à Kinshasa, n'était plus capable de résoudre ses problèmes internes. Parmi ces derniers, la situation au Kivu était, pour le régime, des plus redoutables: de par son caractère transfrontalier, impliquant les populations des pays limitrophes, elle devait nécessairement se transformer en problème régional. A ce dernier niveau, le rapport des forces s'était modifié, au courant de ces dernières années, au détriment du régime zaïrois: au président Museveni de l'Ouganda (élu en 1996) et à l'influent ex-président Nyerere de Tanzanie, opposés de longue date au président Mobutu, sont venus s'ajouter Paul Kagame, l'homme fort de Kigali depuis 1994, et le président burundais Buyoya depuis juillet 1996. Ni le régime angolais, devenu plus fort depuis la délégitimation internationale de l'Unita, ni le régime zambien, où le président Chiluba avait été réélu depuis le 18 novembre 1996, ne faisaient guère partie du club des amis du président Mobutu.

Les rapports de force militaires étaient plus défavorables encore pour le Zaïre: le Rwanda disposait d'une armée disciplinée de 50.000 hommes; l'armée ougandaise avait une expérience de guerre de plusieurs années; avant tout, le régime angolais avait développé au fil de deux décennies de guerre civile une machine de guerre redoutable, huilée par d'importants revenus en provenance de l'exploitation pétrolière.

Finalement, les Etats-Unis avaient changé d'attitude. Après des années d'un relatif désintérêt, l'administration américaine avait perçu l'intérêt que pouvait avoir pour le pays "*l'Afrique utile*". En effet, depuis la récente "*Uruguay Round*" dans le cadre du GATT, les Etats-Unis ont mis en chantier une libéralisation du commerce et de l'investissement par rapport au continent africain, prenant de court les accords de Lomé qui, comme conséquence de l'accord résultant du GATT, ont dorénavant un avenir incertain. En 1994, le congrès a demandé au président américain de lui soumettre cinq rapports annuels sur la politique du commerce et du développement par rapport à l'Afrique<sup>3</sup>; en 1996, le procès législatif a été initié pour l'adoption de l'"*African Growth and Opportunity Act*", définissant le cadre légal de cette libéralisation<sup>4</sup>. En second lieu, la politique américaine a ciblé des pays en fonction de leurs intérêts économiques et politiques sur le continent plutôt qu'en fonction de leurs qualités démocratiques<sup>5</sup>.

Dans un tel contexte général, il a suffi d'un problème sécuritaire de taille pour mettre le feu aux poudres. Après la conquête du pouvoir par le FPR à Kigali, des centaines de milliers de réfugiés rwandais ont trouvé refuge dans des camps près des frontières rwandaise,

---

proprement dites, n'a été approuvé par le parlement de transition qu'au début du mois de décembre 1996

<sup>2</sup> Voir de VILLERS, G., et OMASOMBO, J., *Zaïre. La transition manquée. 1990-1997*, Zaïre années '90, vol. 7, Cahiers Africains, n°27-28-29, Bruxelles/Paris, Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1998, 302 p.

<sup>3</sup> Cf. Pour 1998, OFFICE OF THE UNITED STATES TRADE REPRESENTATIVE, *A Comprehensive Trade and Development Policy for the Countries of Africa, A Report Submitted by the President of the United States to Congress*, Washington, December 1997, 27 p. (<http://www.ustr.gov/reports/index.html>); Cf. EISENFELD, J., "African Growth and Opportunity Act Currently Pending Before Congress", *African Law Today*, July 1997 (<http://www.africanews.org/specials/africanlaw97.html>).

<sup>4</sup> Cette loi a été approuvée par la chambre des représentants en mars 1998.

<sup>5</sup> Une évolution consacrée par le voyage du président américain Clinton en avril 1998 au Botswana, en Afrique du Sud, au Ghana, en Ouganda, au Sénégal et au Rwanda.

burundaise et tanzanienne. La structure militaire de l'ancienne armée gouvernementale, les Forces Armées Rwandaises secondées par une organisation de jeunesse paramilitaire *Interahamwe*, a pu être conservée et reproduite dans certains camps, dont une partie était gérée par des organisations humanitaires comme le UNHCR. L'on cite le plus souvent les camps de Mugunga et de Lac Vert comme lieux où la présence des ex-FAR était la plus dense<sup>6</sup>; les Interahamwe auraient été concentrés dans le camp Katala. En même temps, des camps d'entraînement se seraient situés au Masisi, sur l'île Idjwi et, dans une moindre mesure, à Panzi près de Bukavu. Ainsi la menace militaire pour le régime de Kigali se situait premièrement dans la région de Goma et au Masisi.

Ainsi un "*sanctuaire humanitaire*"<sup>7</sup> s'est créé dans la région, qui a servi comme base d'appui à des actions militaires et paramilitaires contre le régime de Kigali. Une réaction rwandaise ne pouvait plus être exclue, et elle a pu trouver le levier idéal dans le conflit qui oppose depuis plusieurs années un groupe de population rwandophone Tutsi aux non-rwandophones du Sud-Kivu. S'appuyant ensuite sur une formidable coalition régionale des états africains limitrophes, sur quelques groupements diffus de la diaspora "*lumumbiste*" et autres, sur le ras-le-bol populaire, aidé par des défections en cascade du côté du régime zaïrois, le mouvement guerrier a pu "*raser*" l'ancien régime zaïrois en un temps record. Ainsi le mouvement insurrectionnel n'a-t-il pas eu le temps de se consolider sur une partie du territoire: grâce à la vitesse de l'offensive, des dérapages du type libérien ou somalien ont fort heureusement pu être évités.

Par contre, le caractère régional<sup>8</sup> du conflit aussi bien que de la crise à laquelle se trouve confrontée cette partie du continent africain, place le régime actuel devant des problèmes très sérieux. Il met la "*République Démocratique du Congo*" devant des problèmes énormes de redéfinition de son identité politique et économique: le problème de la "*nationalité*" est au coeur des débats, dans une situation où la plupart des acteurs adoptent temporairement la nationalité formelle de leur environnement immédiat. Face à cela, un projet panafricaniste semble motiver les démarches du président ougandais, qui veut tracer les nouvelles limites des espaces politiques en Afrique afin d'y subsumer les différentes nationalités existantes. Mais ce projet, formellement universaliste, est interprété sur le terrain comme la justification idéologique d'une nouvelle domination: celle de l'alliance "*Tutsi-Hima*" dont on prétend qu'elle serait composée des présidents ougandais, rwandais, burundais, éthiopien, érythréen et, de façon subsidiaire, de l'ancien président tanzanien et de l'actuel président congolais. Ce dernier essaie de redéfinir la position de son pays en s'appuyant sur le seul élément militaire de son alliance qui soit plutôt congolais (les "*tigres*"), en le relayant au niveau politique par un recrutement essentiellement katangais.

Le début d'analyse que nous venons d'esquisser servira de fil conducteur au récit des événements dans les paragraphes suivants. Après une description générale de l'évolution de la guerre, nous reprendrons le point de vue des différents groupes d'acteurs impliqués. Nous laisserons de côté la question des réfugiés<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup>Plusieurs témoignages attestent l'existence de centres d'entraînement au Nord-Kivu. Voir AZADHO, *Nord-Kivu. Etat d'urgence*, Kinshasa, Avril 1996, p.8.

<sup>7</sup> Cf. JEAN, F., et RUFIN, J.C., *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, p. 27.

<sup>8</sup> Y a-t-il réellement eu une guerre? La réponse n'est pas évidente dans la mesure où les assaillants de l'AFDL n'ont guère rencontré de résistance de la part des FAZ (Forces Armées Zaïroises) après la conquête de l'est du pays. Dans quelle mesure, d'ailleurs, les acteurs zaïrois ont-ils vraiment été présents sur le terrain strictement militaire, quant on observe la composition essentielle des deux alliances: l'alliance des attaquants dont le noyau militaire a indubitablement été rwandais (APR) et angolais (MPLA/FAA), face à l'alliance des défenseurs dont le noyau militaire a de nouveau été essentiellement rwandais (ex-FAR, Interahamwe) et angolais (UNITA)? Des deux côtés, la composante zaïroise n'a pas vraiment été au centre du commandement des opérations: du côté de l'alliance AFDL, les enfants-soldats ou «kadogo» et les combattants lumumbistes; du côté des FAZ, l'armée zaïroise, pratiquement impuissante face au déroulement des événements. Il est vrai qu'il y a une nuance de taille: le poids militaire des «tigres» ou militaires zaïro-congolais en exil en Angola a été décisif à partir du mois de mars 1997. Mais dans quelle mesure peut-on prétendre qu'une force militaire exilée depuis trente ans est encore «zaïroise»?

<sup>9</sup> Voir la contribution de Véronique Parqué et de Filip Reyntjens dans ce volume.

## 2. LA GUERRE DE L'EST: DE LUVUNGI A KINSHASA

Dans la province zaïroise du Kivu, un conflit à dimension régionale s'est superposé à un conflit provincial interne de longue date. En effet, depuis les années '60, une lutte a été engagée -essentiellement au Nord-Kivu- pour le contrôle de l'espace politique<sup>10</sup> entre la population rwandophone et non-rwandophone. Ce conflit s'est exacerbé chaque fois que se posait la question de la représentation politique de cette population et de son poids politique relatif (recensement, élections, conférence nationale...): à chaque fois, des manoeuvres réciproques d'exclusion ont été amorcées: à chaque fois, le problème de la "nationalité" et de "l'autochtonéité" a été posé. Si au Nord-Kivu, la population rwandophone provenait d'un mouvement d'immigration relativement récent, au Sud-Kivu, le conflit entre rwandophones et non-rwandophones s'est cristallisé autour d'une population rwandophone Tutsi habitant la région depuis au moins plusieurs générations: les Banyamulenge<sup>11</sup>. Ce groupe, ayant son centre à Minembwe sur les hauts-plateaux de l'Itombwe, à la hauteur de Baraka (entre Fizi et Uvira), s'étend jusqu'à Uvira (où ils sont appelés "Banyavyura") et à Moba<sup>12</sup>.

Par le caractère transfrontalier de la population rwandophone, ce conflit était déjà de nature régionale. Mais il a été pris dans un tourbillon politico-militaire et même international par l'arrivée de plusieurs centaines de milliers de réfugiés rwandophones après le génocide au Rwanda et la prise du pouvoir par le FPR. A la militarisation de la situation, l'insécurité grandissante, la présence des grandes ONG, s'ajoute un facteur psychologique important: la peur des Tutsi. A cause de la perméabilité quasi-totale des frontières, il était impossible de repérer la nationalité d'un habitant rwandophone. Pour des raisons d'opportunité, chaque rwandophone pouvait adopter la nationalité formelle de son environnement immédiat, créant une suspicion généralisée par rapport à tout Tutsi, perçu comme "agent de Kigali". Relevons encore la très forte solidarité de la diaspora Tutsi par rapport au Rwanda, qui a soutenu la prise du pouvoir par le FPR; un nombre important de jeunes Tutsi de la diaspora zaïroise, ougandaise, burundaise et tanzanienne a ainsi pris les armes dans et pour le FPR, et a continué, après 1994, à s'engager militairement dans les différentes armées de la région avant un éventuel retour dans leur pays (comme le Zaïre). Cette "transfrontaliérite" Tutsi a évidemment alimenté une peur généralisée, d'autant plus que la diaspora Tutsi est caractérisée par une grande cohérence, un pouvoir économique certain, et une forte capacité de mobilisation.

La situation dans la région était devenue vite impossible à maîtriser. Les troupes des FAZ (dont 800 de la DSP<sup>13</sup>) envoyées au Nord-Kivu dans le cadre des opérations de pacification "Kimya" ("silence") en avril 1996 et "Mbatá" ("gifle") fin mai de la même année, se sont moins attelées à pacifier la région qu'à s'allier aux plus offrants: le plus souvent les ex-FAR et Interahamwe. Des opérations conjointes avec ces derniers ont souvent été dirigées contre la population d'origine Tutsi<sup>14</sup> et ont contribué à épurer la région du Masisi de cette dernière. On estimait, vers la mi-mai 1996, le nombre de Tutsi restés au Masisi entre 1.000 et 2.000, alors que L'UNHCR estimait le nombre de réfugiés tutsi au Rwanda autour de 18.000.

---

<sup>10</sup> Cf. WILLAME, J.C., *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Cahiers Africains, n° 25, Bruxelles/Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 1997, 156 p.; MARYSSE S. et REYNTJENS, F., Ed., *Conflits au Kivu: antécédents et enjeux*, CERGLA, Université d'Anvers, décembre 1996, 70 p.; KENNES, E., "Du Zaïre à la R.D. du Congo: la vieille termitière terrassée par le vent de la savane", *Afrika Focus*, Vol. 13, nr. 1-4, 1997, p. 31-44.

<sup>11</sup> Voir les ouvrages cités à la note précédente et MUTAMBO JONDWE, J., *Les Banyamulenge*, Kinshasa, 1997, 150 p.

<sup>12</sup> Pour le Shaba voir ASSEMBLEE REGIONALE - REGION DU SHABA, *Assises de la session extraordinaire et de la XIIIe session ordinaire*, Lubumbashi, août et septembre 1989, p. 83-84; *Memorandum des conseillers de la République de la zone de Moba (Shaba)*, 31 mars 1995, 3 p.

<sup>13</sup> Division Spéciale Présidentielle, unité «d'élite» ou tout au moins mieux organisée que les unités régulières des FAZ.

<sup>14</sup> Dans les deux conflits superposés, l'ennemi commun de la population non-rwandophone tout comme des milices Hutu était la population Tutsi.

Fin mai, plus de 8.000 Tutsi étaient regroupés dans deux camps à Gisenyi au Rwanda, près de la frontière zaïroise<sup>15</sup>.

Face à la menace de plus en plus réelle de la création, par les réfugiés Hutu, d'un "Hutuland" de fait au Nord-Kivu, le régime de Kigali ne pouvait demeurer indifférent. Plusieurs déclarations et prises de position d'avant le mois de septembre 1996<sup>16</sup> furent des indications d'une volonté prononcée de la part des autorités rwandaises d'en finir avec la menace des camps des réfugiés à ses frontières. Le Rwanda partageait cette préoccupation sécuritaire avec l'Ouganda et le Burundi: ces pays se trouvaient également confrontés à la menace des opérations militaires menées par des groupes oppositionnels de l'autre côté de la frontière avec le Zaïre. Pour le Burundi, il s'agissait du mouvement CNDD de Nyangoma, dont le quartier général au Zaïre se trouvait à Uvira. L'alliance entre ces trois pays était presque naturelle: non seulement les gouvernements des deux pays étaient à prédominance Tutsi depuis le coup d'état au Burundi par Pierre Buyoya le 25 juillet 1996, mais le vice-président rwandais Kagame a été le chef des services de sécurité ougandais avant son engagement au sein du FPR<sup>17</sup> et il collabore étroitement avec le président Museveni.

Vers les mois d'août et de septembre, la conjonction de la présence des réfugiés, de l'armée hutu dans la région et du conflit "historique" anti-rwandophone a mené à des véritables pogroms contre les Tutsi<sup>18</sup>.

Du côté rwandais et ougandais, une offensive se préparait. Après de petites attaques au Nord-Kivu, à la hauteur du centre nerveux du dispositif militaire des ex-FAR, et des infiltrations au Sud-Kivu, une attaque de plus grande envergure va commencer. L'opération débutera dans le "ventre mou" du Kivu, dans le fief de la population Tutsi Banyamulenge, la plus directement menacée, constituant le point d'ancrage le plus évident pour le gouvernement essentiellement Tutsi de Kigali. Le terrain montagneux des "Banyamulenge" offrait d'ailleurs un environnement idéal pour les infiltrations en armes et en hommes précédant le déclenchement du conflit, ainsi que pour des opérations de type guérilla.

Des attaques de petite envergure ont eu lieu à partir du début du mois d'août, attaques qui voulaient probablement tester la capacité de résistance des troupes zaïroises. Fin août, des colonnes de jeunes hommes armés traversent la rivière Ruzizi qui constitue la frontière avec le Burundi, à la hauteur du gué de Luvungi. Ils se regroupent dans les montagnes et haut-plateaux autour d'Uvira, qui est en partie la région des Banyamulenge, et se dirigent vers leur "capitale" Minembwe. Qui sont-ils? Selon certains témoignages, il s'agirait des habitants tutsi du Masisi, entraînés au Rwanda; selon d'autres, il s'agirait de Banyamulenge démobilisés par le FPR. Des officiers "Banyamulenge", anciennement des FAZ, dirigeraient le mouvement. D'ailleurs, le 13 septembre 1996, le gouvernement zaïrois accuse le gouvernement rwandais d'avoir enrôlé 3.000 Banyamulenge dans son armée.

## 2.1. Première étape: le contrôle du Kivu et la "solution" du problème des réfugiés

Pendant la période allant de la fin du mois de septembre au mois de décembre, la

---

<sup>15</sup> Cf. HUMAN RIGHTS WATCH AFRICA/FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME, *Zaire. Forced to Flee. Violence Against the Tutsis in Zaire*, Vol. 8, n° 2(A), July 1996, p. 15 et 18.

<sup>16</sup> Voir REYNTJENS, F., "La rébellion au Congo-Zaïre: une affaire des voisins", *Hérodote*, n°86/87, 1997, p. 59-60.

<sup>17</sup> Front Patriotique Rwandais, mouvement politico-militaire au pouvoir à Kigali.

<sup>18</sup> Le 28 avril 1995, le parlement de transition avait déjà adopté des résolutions visant à exclure de la vie publique tous les rwandophones perçus comme «étrangers». L'histoire de cet antagonisme ne peut pas être traitée dans les limites de ce texte. Voir WILLAME, J.C., *op.cit.*, p. 83-99; HAUT CONSEIL DE LA REPUBLIQUE-PARLEMENT DE TRANSITION, *Rapport de la commission d'information du HCR-PT sur la situation des réfugiés et des populations déplacées dans les régions du Nord- et du Sud-Kivu*, Kinshasa, 30 novembre 1994, p. 105-118.

guerre semble avoir eu comme premier objectif la neutralisation des capacités militaires des réfugiés Hutu dans les camps. A cet objectif s'est ajouté, pendant la deuxième phase de la guerre, celui de la neutralisation des mouvements armés contre l'Ouganda.

La première attaque d'envergure a été dirigée contre la ville de Bukavu: elle a été menée avec des tirs d'artillerie lourde à partir du territoire rwandais<sup>19</sup>. Cette provocation de la part de Kigali a été suivie d'un essai de négociation le 24 septembre<sup>20</sup>. La nuit du 4 au 5 octobre, l'hôpital de Lemera est attaqué par des "Banyamulenge"<sup>21</sup>: on racontait que les combattants du CNDD y étaient soignés. L'assassinat et la mutilation de deux abbés à Lemera a certainement contribué à enflammer définitivement les sentiments anti-Tutsi: quelques jours plus tard (le 8 octobre), le vice-gouverneur du Sud-Kivu déclare que les Banyamulenge ont une semaine pour retourner au Rwanda; peu après, le gouvernement décrète l'état d'urgence au Sud-Kivu. Dans l'entre-temps, le camp des réfugiés de Runingo (près d'Uvira) est attaqué et vidé de ses habitants<sup>22</sup>. Du 15 au 18 octobre, la plaine de la Ruzizi est investie et les forces infiltrées entament la marche vers Uvira, siège d'une partie des forces militaires du CNDD. Ensuite, une infiltration près de Kibumba au Nord-Kivu est signalée par l'AZAP<sup>23</sup>; le 21 octobre, des combats sont engagés aussi bien au Nord qu'au Sud-Kivu contre les camps de réfugiés.

Pourtant, la guerre n'avait pas encore vraiment commencé. Suite aux infiltrations et attaques semant le désarroi et la panique au Sud-Kivu, le gros des troupes étrangères est mobilisé pour l'attaque des camps près de Goma, noyau de la capacité militaire des ex-FAR des camps de réfugiés. Les bombardements des camps de Kibumba et de Katale déclenchent de grands mouvements de réfugiés: ceux du Nord-Kivu se dirigeront à l'intérieur du pays ou bien au Rwanda; ceux du Sud-Kivu (à partir de l'attaque du camp de Panzi, près de Bukavu) n'auront pas eu de voie d'issue évidente, et ils se dirigeront plutôt vers Kindu (regroupement dans les camps de Shabunda et Lubutu, avant Kindu). Fin octobre-début novembre, les deux chefs-lieux de la région du Kivu, Bukavu (le 29 octobre) et Goma (le 1 novembre) seront pris.

Le 7 novembre, Laurent-Désiré Kabila fait un discours à Goma. Il se présente comme porte-parole de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Kinshasa, qui sera dorénavant l'appellation donnée au grand mouvement insurrectionnel. L'alliance regrouperait des mouvements zaïrois, dont deux représentant les rwandophones. Nous essaierons de situer l'émergence de Kabila dans un paragraphe suivant. Dans son discours, Kabila annonce l'intention de l'alliance d'aller jusqu'à Gbadolite, fief du président Mobutu; pour ce faire, un recrutement à grande échelle serait fait de jeunes recrues (les "*kadogo*" ou "*très petits*", cf. infra). Ainsi, l'objectif final de l'Alliance a été formulé dès le début de la guerre. Cependant, on le considéra encore comme fort éloigné: selon des témoignages, ses dirigeants s'attendaient plutôt à une guerre de longue durée et -peut-être- à une division provisoire du pays. Avant d'en arriver là, l'objectif prioritaire a été la dislocation des camps de réfugiés dans la région frontalière.

Le 4 novembre, un premier cessez-le-feu unilatéral de trois semaines est annoncé; ils s'est agi sans doute d'une déclaration tactique, car les préparations pour l'attaque du camp de Mugunga près de Goma (où il y avait à ce moment plusieurs centaines de milliers de réfugiés) avaient déjà commencé. Les bombardements du camp de Mugunga (le 14 novembre) ont déclenché un mouvement de retour massif des réfugiés au Rwanda, ainsi que le début d'un vaste mouvement de réfugiés vers l'intérieur du Zaïre. Les réfugiés d'autour de

---

<sup>19</sup> Selon certains témoignages, le camp de réfugiés de Kamanyola aurait déjà été attaqué à l'artillerie lourde à partir du Rwanda au début du mois de juillet.

<sup>20</sup> Un aperçu des négociations zaïro-rwandaïses à partir de 1994, mais du point de vue zaïrois, dans les Memorandum du HCR-PT du 9 novembre 1996, reproduit dans KABUYA-LUMUNA, *Conflits de l'Est du Zaïre. Repères et enjeux*, Kinshasa, Ed. Secco, 1997, p. 27-43.

<sup>21</sup> L'hôpital avait déjà été attaqué au début du mois d'août, et Lemera était devenu un des lieux du rassemblement des infiltrants "Banyamulenge". Remarquons que le vocable "Banyamulenge" était devenu pendant cette période un fourre-tout pour tout assaillant soupçonné d'être Tutsi.

<sup>22</sup> IRIN, *Weekly round-up*, 7-13 October 1996.

<sup>23</sup> Des petites attaques ont déjà eu lieu pendant les mois de septembre et octobre au Nord-Kivu. Mais vu la présence massive des ex-FAR et Interahamwe dans cette région, on n'a sans doute voulu attaquer qu'avec les gros moyens.

Goma ont pris la direction de la région de Masisi et puis de Lubutu (vers Kisangani); ceux d'autour de Bukavu ont fui vers Shabunda (route vers Kindu). Les deux mouvements étaient «encadrés» par les structures militaires de l'ancien régime à Kigali; le camp de Mugunga a été un de rares endroits où ils ont essayé de monter une véritable résistance contre les forces Banyamulenge/Alliance/Rwando-ougandaises.

Dans un premier temps, les forces de l'alliance n'iront pas à la poursuite de ces groupes de réfugiés: elles n'en sont sans doute pas encore capables et éprouvent des problèmes sécuritaires énormes, causés par la réintégration des centaines de milliers de réfugiés retournés au Rwanda. Le mois de décembre sera dominé par les tractations internationales sur l'envoi d'une force multinationale et par des efforts diplomatiques en vue d'une solution négociée. Très habilement d'ailleurs, l'alliance a su déjouer le projet de l'envoi d'une force multinationale: cet envoi aurait certainement pu permettre la reconstitution de l'ancienne armée rwandaise ex-FAR grâce à un nouveau sanctuaire humanitaire. Sur le plan militaire, l'alliance réussit une percée au nord du pays et essaya de neutraliser les mouvements de résistance contre le régime ougandais dans sa région frontalière. Pendant cette période (décembre-janvier), la présence des troupes ougandaises a été la plus visible et sans doute aussi la plus importante. Celles-ci auront été prépondérantes dans la prise de Kasindi et de Beni<sup>24</sup>.

Le 25 décembre, avec la prise de Bunia, l'alliance contrôla la zone allant de Bunia à Uvira (et les localités autour de Fizi), de 600 à 700 km<sup>25</sup>; sa profondeur par contre ne dépassa guère les 50 km<sup>26</sup>. Walikale est, en ce moment, l'extrême occidentale des forces de l'alliance. Nous croyons que l'hypothèse la plus probable en ce qui concerne l'avance de la guerre est que pendant les mois de décembre et janvier, il est devenu apparent que les forces armées zaïroises n'étaient qu'un tigre en papier, et que ce n'est qu'à partir de ce moment que la décision a pu être prise d'entreprendre une longue marche accélérée vers Kinshasa, afin d'éviter une guerre de positions qui allait inévitablement dérailler vers le chaos total. Les différents acteurs régionaux (les "patrons" ougandais, rwandais, burundais, tanzaniens...) arrivèrent probablement à la conclusion qu'il fallait mieux aller jusqu'au bout que de courir le risque d'un coup d'état à Kinshasa ou d'une déstabilisation totale<sup>27</sup>. La prise de la longue bande kivutienne a aussi apporté à l'Alliance des soutiens financiers: non seulement les mines de la région de Kamituga étaient sous leur contrôle (Sominki) mais plusieurs entreprises minières plutôt aventurières se sont accroché pendant cette période à la locomotive AFDL.

Vers la fin du mois de janvier, un élément décisif viendra s'y ajouter: l'accord, après une première hésitation, du gouvernement anglais de s'engager dans la guerre.

## 2.2. Deuxième étape: le contrôle du Haut-Zaïre et la prise de Kisangani

A ce moment, l'alliance disposa en principe des moyens nécessaires pour la conquête du pays. Un seul élément inconnu encore: la possibilité d'une contre-offensive zaïroise sous la direction du général Mahele, nommé chef des état-majors le 18 décembre 1996: ce militaire très respecté aurait pu renverser la situation mais il lui manquait de soutiens intérieurs au niveau du régime. L'armée zaïroise était dans un état tel que toute opération militaire était condamnée d'avance, même si le 20 janvier, le gouvernement annonce le début de son offensive «totale et foudroyante». Une opération parallèle dirigée par des mercenaires dans le Haut-Zaïre n'a pas fait long feu, et l'alliance ne se trouvait plus que devant l'obstacle des

<sup>24</sup> Cf. IRIN, *Emergency Update No. 47 on eastern Zaire*, 3 December 1996.

<sup>25</sup> Le front AFDL avait une longueur de 550 km début décembre, allant jusqu'à 700 km vers la mi-janvier, pour atteindre 1.000 km environ vers la mi-février.

<sup>26</sup> Même la densité d'occupation était très faible: il est fort probable p.e. que les troupes de l'alliance ont investi seulement les villes (Goma, Beni, Butembo, Bunia...) sans passer par les territoires extra-citadins. Il n'y avait aucune annonce de la prise d'une ville entre Beni et Bunia p.e.

<sup>27</sup> Cette hypothèse est confirmée par les déclarations d'Aldo Ajello, envoyé spécial de l'Union Européenne pour la région des Grands Lacs, dans une interview accordée au journal *De Morgen* du 24 mars.98.

troupes de l'ancien régime rwandais en retraite ainsi que devant des unités de l'Unita angolais, venues à la rescousse de leur protecteur Mobutu.

Vers la fin du mois de janvier, l'alliance s'est de nouveau mise en marche. Dans un premier temps, elle s'est déplacée en substance selon un axe Nord/Nord-Ouest. Le chemin suivi nous montre que l'objectif de l'Alliance ne fut plus seulement la neutralisation de la menace hutu mais au moins autant la conquête du pays par la prise de Kisangani. Accessoirement, la frontière ougandaise dut être sécurisée. Les troupes de l'AFDL se sont dirigées vers le Nord et ont pris Watsa le 31 janvier. Vers la mi-février, toute la région fut sous leur contrôle et l'opération des mercenaires repoussée. La pointe extrême nord du front fut à ce moment Mahagi, prise avec l'aide de troupes ougandaises, le 29 janvier 1997. Ainsi le contrôle d'une des lignes d'approvisionnement de la ville de Kisangani fut achevé. A cette première voie d'accès s'ajoutèrent deux autres: une deuxième voie fut la route en provenance de Bafwasende, où des combats intenses ont été engagés juste avant la prise de la ville. Une troisième voie passa par Walikale et Lubutu, où se trouvait une très grande concentration de réfugiés Hutu. Au début du mois de mars, le grand camp de réfugiés près de Lubutu (Tingi-Tingi) a été vidé. Bien que le premier ministre zaïrois Kengo ait proclamé haut et fort que «*Kisangani ne tombera pas*», cette ville, qui hébergeait des milliers de militaires avant sa chute et qui était "*défendue*" par des mercenaires, tomba le 15 mars.

Pour la prise de Kisangani, l'alliance a engagé les gros moyens: non seulement des troupes rwandaises<sup>28</sup> et ougandaises ont été signalées, mais les "*tigres*" ou "*ex-gendarmes katangais*" venus d'Angola (cf. infra) étaient entrés en scène depuis la mi-février et ont contribué à diriger la prise de la ville. Selon des témoins, un premier groupe de 500 "*tigres*" environ a pris le chemin via Bunia; un deuxième est venu par Tingi Tingi.

### **2.3. La prise du «Zaire utile»: Shaba et Kasai**

Un troisième groupe d'un millier de militaires (probablement des "*tigres*") serait descendu vers le Shaba. Cependant, il semble que les troupes de l'alliance n'ont pas vraiment investi la région à part les centres aux bords du Lac Tanganyika (Moba, Kalemie...) et les centres urbains du sud de la province. La séquence d'annonces de la "*libération*" des localités shabiennes ne répond pas à une progression logique sur le terrain et suscite le soupçon qu'un centre ait été "*libéré*" à partir du moment où il n'y avait plus de militaires des FAZ dans les environs. La "*prise*" décisive, trois semaines après la chute de Kisangani et scellant définitivement le sort du régime, a été celle de Lubumbashi. Tandis que l'attaque était attendue à partir de Kasenga (le nord) et Likasi (l'ouest), les "*tigres*" et les Rwandais ont fait un mouvement circulaire et les troupes (dont les "*tigres*" de Kalemie) sont entrés à partir du territoire zambien au sud de la ville. La résistance zaïroise a été pratiquement inexistante, le nombre des troupes de l'alliance assez réduit (selon des témoins, environ 200), et la sécurité a été assurée dans un premier temps par les jeunes milices du parti local l'Uferi. Kolwezi a même été prise avec des véhicules qu'un premier petit groupe de rebelles est venu demander en ville.

Dans l'entretemps, l'alliance avait procédé à un troisième mouvement à partir du camp de réfugiés de Shabunda, pris le 6 février. Ceci a ouvert la voie à la prise de Kindu, qui a été "*libérée*" dans l'enthousiasme populaire général le 28 février. L'avancée vers le Kasai se fera ensuite parallèlement à la "*conquête*" du Shaba. Même à Mbuji-Mayi, où la popularité du "*chef de file de l'opposition*" Tshisekedi est la plus grande, la prise de la ville le 5 avril s'est produite sans heurts, grâce aussi à la sagesse des responsables locaux. L'importance militaire de cette phase de la guerre est beaucoup moins grande que son importance économique: la conquête des deux provinces minières a donné à l'alliance le contrôle des ressources économiques principales du pays.

### **2.4. La bataille pour Kinshasa**

---

<sup>28</sup> Cf. POMFRET, J., "Rwandans Led Revolt in Congo", *The Washington Post*, 9 July 1997.



Le dernier point de résistance pour les forces de l'alliance a été constitué par la ville de Kenge, point crucial sur la route d'accès à la capitale. L'essentiel des troupes de l'alliance a pris la route de Kananga mais surtout de Tshikapa à travers Kikwit. C'est dans cette région que le gros des troupes des "tigres" se sont engagées à partir de l'Angola. La défense de Kenge a été assurée par les troupes dites "d'élite" de la Division Spéciale Présidentielle mais aussi par des militaires de l'Unita et de l'ancienne armée rwandaise. Grâce à une manœuvre de contournement à travers un gué, les forces anti-alliance ont été encerclées et mises hors d'état de nuire<sup>29</sup>.

Cette défaite a certainement convaincu le sommet du régime que tout était perdu. La menace d'une mise à feu et à sang de la ville par la DSP a été neutralisée par trois facteurs: la présence à Brazzaville d'un contingent important de forces militaires étrangères, le départ du président et, paradoxalement, l'assassinat du général Mahele dans le camp même de la DSP, un acte qui symbolisait à lui seul<sup>30</sup> la vengeance de ces troupes contre un général «*qui les a trahis*». Non seulement Mahele était connu comme un adversaire du commandant de la DSP, le général Nzimbi; mais il semble qu'il a eu des contacts avec l'Alliance déjà plusieurs semaines avant la prise de la ville, afin d'éviter un bain de sang inutile.

### 3. LES FORCES ARMEES ZAÏROISES

Parler de l'écroulement des FAZ semble déjà une exagération: est-ce qu'elles existaient encore comme armée? Le processus de désintégration de l'armée zaïroise s'est amorcé depuis plusieurs décennies, avant d'arriver à leur simple évaporation pendant la guerre récente. Cette armée n'a été, pendant tout le temps de son existence, qu'une cristallisation de la vie de l'état dans lequel elle était intégrée.

#### 3.1. Déconfiture des FAZ: raisons structurelles

Deux "*faits fondateurs*" des FAZ les ont probablement façonnées, et ceci jusqu'à présent: le fait qu'elle a toujours été une armée d'occupation, d'abord au service des pouvoirs coloniaux et ensuite au service de la présidence zaïroise; et la promotion improvisée et assez arbitraire des cadres de la Force Publique pendant les premiers jours de l'indépendance, autour du 9 juillet 1960, par le gouvernement et surtout par les "*élections*" sous l'initiative d'officiers belges et du nouveau chef d'état-major Mobutu. Cette dernière procédure a été le début de la politisation de l'armée<sup>31</sup>. Le manque général de cadres au moment de l'indépendance a en effet contraint le corps militaire à faire des nominations-éclairés où les critères de compétence ne pouvaient pas jouer: les centres de formation pour les cadres Congolais étaient plus qu'insuffisants.

Après l'indépendance, un réseau de centres de formation militaire a été développé, mais il n'a jamais pu prendre sa vitesse de croisière. La politisation de l'armée dans le cadre de la doctrine du "*parti-état*"<sup>32</sup> a marginalisé le critère de la compétence pour le recrutement et la promotion au sein des FAZ. Les critères "*politiques*" et "*révolutionnaires*" sont vite devenus, dans la pratique, "*ethno-politiques*": purge d'officiers Kasaiens après le "*coup d'état manqué*" de 1975, purge d'officier shabiens après les deux guerres du Shaba<sup>33</sup> et recrutement

<sup>29</sup> Communication personnelle et POMFRET, J., "In Congo, Revenge became Rebellion", *The Washington Post*, 6 July 1997.

<sup>30</sup> Selon des témoignages, ce meurtre a servi de fait comme substitut aux pillages de la ville.

<sup>31</sup> Cf. WILLAME, J.C., *Patrice Lumumba ou la crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990, p. 139-151. Il est évident que la politique belge face à la Force Publique et à son chef a été à l'origine de cette situation. La mutinerie de la force publique a aussi propulsé le sergent Mobutu au poste de colonel et chef d'état-major. Ce dernier est avant tout un homme politique; il n'avait, pour toute formation, qu'un brevet de secrétaire-comptable dactylographe de l'école centrale de Luluabourg et un brevet A de soldat parachutiste avec mention spéciale pour saut en haute mer délivré par l'Israël.

<sup>32</sup> Le congrès du MPR de mai 1970 avait décidé que l'armée deviendrait un organe spécialisé du MPR. Le grand «idéologue» de «l'armée révolutionnaire» a été le Général Molongya.

<sup>33</sup> «En l'espace de trois ans (1975-1978), plus de 1.000 officiers et sous-officiers appartenant à certaines régions bien déterminées ont été écartés ou démobilisés de l'Armée

de plus en plus restreint aux Ngbandi (l'ethnie du président) pendant les années '80. Cette dernière décennie a d'ailleurs vu une création continue de nouvelles unités sécuritaires au détriment des anciennes unités: création de la Garde Civile en 1984; création de la Division Spéciale Présidentielle en 1985<sup>34</sup>; création du SARM (Service d'Actions et de Renseignements Militaires) en 1986<sup>35</sup>. Ces différentes unités -qui véhiculaient évidemment un clientélisme et une cooptation généralisée- étaient structurées horizontalement par rapport au président: elles n'étaient pas, dans les faits, intégrées dans une structure hiérarchique mais tournaient autour du président comme des rayons d'une roue<sup>36</sup>. L'armée zaïroise a toujours été plurielle. La solution appliquée aux problèmes qui se posaient a toujours été fragmentaire: création de nouvelles unités, de nouveaux postes de commandement, réforme quasi-permanente de l'armée, demande de nouvelles coopérations et du nouveau matériel. Résoudre les problèmes de fond aurait signifié une mise en question du système de la double hiérarchie.

Cette situation a eu des conséquences structurelles quasiment insurmontables. Les armées zaïroises étaient devenues incompétentes et inopérantes. Il y avait un manque sérieux de cadres dû à l'effondrement de la formation militaire, et ce manque se faisait sentir de la façon la plus aiguë pour les cadres intermédiaires: la création d'allégeances personnelles par une politique de promotion rapide avait sensiblement réduit le nombre de cadres réellement opérationnels. Ce système a créé une double hiérarchie: la formelle, fonctionnant en principe selon le mérite; l'informelle des réseaux personnels. Deux procédures particulièrement nocives étaient la "*nomination à titre exceptionnel*" et la nomination de civils (comme par exemple le "*général*" Baramoto à la tête de la Garde Civile) qui permettaient de se passer de toutes les procédures normales. Dans un tel système, tout officier compétent devient potentiellement subversif.

Le système de promotion rapide permettait aussi de gonfler les fiches de paie d'une unité; ajouter à cela la surestimation des membres des unités, cette situation offrait des perspectives intéressantes pour le responsable de la solde militaire: le commandant de l'unité, nullement obligé de payer les fictifs. Cette préoccupation lucrative était d'ailleurs généralisée parmi un corps d'officiers qui était plutôt spécialisé dans toutes sortes de trafics illicites (commerce d'armes, trafic de drogues, diamants, cobalt...).

Les FAZ étaient profondément divisées à la suite de l'existence de la double hiérarchie; une "*lutte des clans*" les ont totalement gangrénées. A cela s'ajoutait la grande diversité des coopérations militaires, trop diversifiées dans l'entraînement et la fourniture des équipements. A cause de cette diversité, il était devenu, au fil des années, quasiment impossible d'acheter un type de matériel adéquat pour une unité.

### 3.2. La déconfiture des FAZ: raisons conjoncturelles

A ces éléments structurels se sont ajoutés des éléments conjoncturels: au début de la guerre, toute coopération militaire étrangère était arrêtée<sup>37</sup>, et ceci depuis plusieurs années. Cet arrêt a démotivé les différentes unités pour l'entraînement militaire. Le matériel dont la plupart des troupes disposait était vétuste et déclassé (selon une source, les munitions étaient vieilles de 15 ans); il y a eu un manque d'entretien et un manque de service logistique; les

---

pour des raisons politiques. Ces épurations, en totale opposition avec les dispositions légales, ont fait perdre à la Nation le produit de plusieurs années de travail et d'effort pour la formation des cadres militaires compétents et expérimentés, dont l'Armée avait grandement besoin et sur lesquels reposait son avenir.» (Gén. ILUNGA KAKASU, P., délégué de l'Association des Anciens Militaires du Zaïre, *Armée zaïroise, hier, aujourd'hui et demain*, Message à la Conférence Nationale Souveraine, miméo, 15 mai 1992, p. 9.

<sup>34</sup> La DSP a été créée par la fusion de deux unités pré-existantes: la brigade spéciale présidentielle (créée en 1977) et le premier bataillon para.

<sup>35</sup> Un aperçu apologétique dans Général de Corps d'Armée MAHELE LIEKO BOKUNGU, Chef d'Etat-Major Général, *Déclaration de Politique générale des Forces Armées Zaïroises à la Conférence Nationale Souveraine*, le 29 mai 1992, miméo, 27 p.

<sup>36</sup> L'image est de YOUNG, C., *The Rise and Decline of the Zairean State*, Madison, Wisconsin, University of Wisconsin Press, 1985, p. 266.

<sup>37</sup> Exception faite de la coopération chinoise, qui maintenait sur place une petite équipe d'entretien des vedettes de la marine et des chars blindés de la brigade blindée de Mbanza-Ngungu.

pillages de 1991 et 1993 ont mené au désarmement de nombreuses unités.

Cependant, la raison immédiate de la défaite zaïroise a sans doute été la profonde division au sein des FAZ. Vu que toute la structure militaire était construite autour de la personne du président, sa disparition ou son incapacité d'action devait inévitablement exacerber les rivalités internes<sup>38</sup>. Le réseau personnel qui commandait de fait l'armée était celui du général Baramoto, commandant de la Garde Civile. Son influence, essentiellement basée sur des liens matrimoniaux avec une "cousine" de la première épouse du président Mobutu et sur son appartenance ethnique, a encore augmenté après le limogeage du général Eluki, commandant en chef des FAZ, le 21 novembre 1996. Ce dernier, jamais acquis au processus de "démocratisation", avait ouvertement critiqué le gouvernement. Le lendemain, Baramoto fut nommé comme successeur<sup>39</sup>. Durant la guerre, des rumeurs persistantes ont circulé sur un refus de la part de Baramoto et du commandant de la DSP Nzimbi d'utiliser les stocks d'armes à leur disposition. Il est probable qu'une quantité importante d'armes des FAZ ait été vendue, par exemple à l'Unita en Angola<sup>40</sup>. Une autre hypothèse fort répandue est celle d'un coup d'état par Baramoto et Nzimbi, qui ne tenaient plus vraiment compte du pouvoir du président "disparu". La nomination, sous la pression internationale, du général Mahele comme successeur à Baramoto a certainement revigoré le conflit entre lui et le clan Baramoto. Selon des rumeurs persistantes, ce clan a tout fait pour précipiter l'échec de Mahele, trop populaire à leurs yeux et trop dangereux pour les anciens détenteurs du pouvoir, contre lesquels il aurait pu monter un coup d'état. A en croire *Jeune Afrique*, le soutien international promis (notamment par la France) ne se serait jamais matérialisé à cause de la peur d'une réaction de la part du clan Baramoto. Mahele se retrouvait seul vers la fin du mois de février 1997. Confronté à l'alternative coup d'état par Baramoto/Nzimbi et victoire de l'alliance internationalement soutenue, il a sans doute choisi pour la dernière possibilité et il aurait contribué à leur victoire à partir du début du mois d'avril<sup>41</sup>.

### 3.3. Effectifs des FAZ aux débuts de la guerre

Comment se présentait la situation des FAZ en 1996? Impossible de faire une estimation, même approximative, des effectifs des FAZ. L'état de désorganisation de l'armée était tel que plus personne ne connaissait la composition réelle de son unité. Le gonflement des effectifs en fonction du budget à obtenir, la fréquente mise en disponibilité en attendant une mutation, les désertions générales.. n'étaient pas de nature à faciliter les statistiques exactes. Les effectifs de la DSP p.e., traditionnellement estimés à 12.000, ne comptaient en réalité que 6.000, dont 3.000 seulement de troupes opérationnelles. L'*Institute for Strategic Studies* estime à 49.100 personnes le nombre de militaires actifs (sans la DSP)<sup>42</sup>. La revue *Jane's Intelligence Review* (1 janvier 1997) s'en tient à 74.800 d'effectifs, incl. la DSP. Le budget militaire pour 1996 cependant, estime les effectifs à 140.000!<sup>43</sup>.

Traditionnellement, le gros des effectifs militaires et sécuritaires était concentrés dans les grandes villes: Kinshasa et Lubumbashi. Le Kivu n'a jamais été considéré comme réellement important: la région ne possédait même pas d'unité militaire organique, chaque unité venant d'ailleurs. Les troupes arrivées au Kivu formaient un amalgame accumulé

---

<sup>38</sup> A cela s'ajoute un élément crucial: la maladie de Mobutu, qui était atteint dans ses parties vitales, signifiait aux yeux de la population qu'il avait perdu ses forces nocives.

<sup>39</sup> Remarquons que le général Baramoto n'a guère de formation militaire. Il a été nommé commandant de la Garde Civile en 1987, pendant qu'il était chef de section d'infanterie. L'influence de "sa" Garde Civile apparaissait aussi à travers le budget militaire: le corps de la Garde Civile (officiellement 26.000 hommes environ) s'appropriait le même montant que l'armée de terre entière, officiellement 90 à 100.000 hommes (budget militaire pour 1996).

<sup>40</sup> Cf. RUPERT, J. "Zaire Reportedly Selling Arms to Angolan Ex-Rebels", *The Washington Post*, 21 March 1997.

<sup>41</sup> Cf. *Jeune Afrique*; n°1910-1911, 13-26 août 1997, p. 24-25.

<sup>42</sup> INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES, *The Military Balance 1996/97*, London, ISS, October 1996, p. 268.

<sup>43</sup> Communication personnelle.

pendant les longues années de violence dans la région<sup>44</sup>. Aux troupes régulières se sont ajoutés encore: l'unité DSP mise à la disposition du HCR pour le maintien de la sécurité dans les camps de réfugiés, suite à l'accord entre le Zaïre et le HCR du 27 janvier 1995; les 800 militaires DSP envoyés dans le cadre de l'opération "Kimya"; les troupes engagées dans l'opération

"Mbatá"<sup>45</sup>. Au début de la guerre, des troupes supplémentaires furent envoyées, comme (entre autres) 500 militaires de la Garde Civile et même des jeunes volontaires recrutés sur la rue à Kinshasa. La plupart des militaires envoyés au Kivu venaient de l'Ouest du pays; ainsi «*le Kivu ce n'est pas leur affaire*». Cet ensemble extrêmement disparate n'a pas pu bénéficier - ceci est essentiel- d'un commandement unifié: les unités des forces terrestres obéissaient au commandant de la région, mais les unités DSP, SARM ou la gendarmerie avaient leur propre commandement. La DSP et les SARM devaient prendre leurs ordres directement de Kinshasa, moyennant un réseau de communication pratiquement tombé en désuétude. Les nouveaux gouverneurs militaires nommés en octobre sont arrivés juste à temps pour pouvoir observer la chute de Bukavu et de Goma...

Cette troupe était en plus non équipée: ni armes ou munitions, ni rations alimentaires ou couvertures contre le froid, ni moyens de transport ou de communication, ni assistance médicale, ni officiers de combat ou d'état-major et donc ni stratégie. Elle n'avait même pas de cartes d'une région qui lui était inconnue. A cette situation désespérée s'ajoutait la démotivation et la corruption<sup>46</sup> parmi les officiers. Un cas relativement connu est celui de la "prise" d'Uvira, quand un colonel, accusé de complicité avec l'ennemi, est démis de ses fonctions et que, voulant se venger, il ordonne immédiatement le repli de ses troupes avant de s'évader avec son butin... Ce fut la même nuit que les "forces navales" des FAZ bombardèrent leurs propres troupes à partir du lac Tanganyika, convaincues qu'il s'agissait de l'ennemi. La région était depuis de longues années un «ventre mou» à cause des combines commerciales "transfrontalières" conclues par les officiers des FAZ<sup>47</sup>. Plus généralement, très peu d'officiers ont, en effet, pris la décision de se battre dans une situation aussi désespérée. Aurait-il fallu se battre encore pour un régime qui n'avait fait que les affamer? Il est remarquable, par exemple, que Denis Kalume Numbi, responsable des FAZ pour la défense de Kisangani et de Kindu, ait été nommé commandant du "service national" (cf. Infra) après la prise du pouvoir par l'alliance. Finalement, et ceci selon plusieurs sources, le FPR aurait mené une campagne secrète auprès des officiers des FAZ afin de les inciter à une collaboration pour le moins passive.

Les FAZ ont, dans un premier temps, et avant l'essai de restructuration par Mahele, fait appel à des hommes supplémentaires: des jeunes désœuvrés, des "tigres" et des mercenaires. Les "tigres"<sup>48</sup> ou "ex-gendarmes katangais" faisaient partie d'une force militaire congolaise présente en Angola depuis 1967-68<sup>49</sup>. Cette force s'est divisée en plusieurs factions depuis le début des années '80: les lignes de division étaient tribales et idéologiques. Certains "tigres" étaient encore prêts à s'engager pour leur province d'origine, le Katanga: ils ont traversé la

---

<sup>44</sup> La Division Spéciale Présidentielle était présente depuis 1994 avec les quelques 500 militaires du 3<sup>me</sup> bataillon para, faisant partie de la première brigade d'intervention; avec 150 militaires du premier bataillon para à Masisi, Walikale, Butembo; avec une batterie (quatre pièces de 130 mm) de lance-roquettes multiples LRM faisant partie du régiment d'artillerie; avec le 2<sup>me</sup> bataillon de 150 hommes à Bukavu. Les forces terrestres avec le bataillon 411 à Rumengabo et le bataillon 413 de la 41<sup>me</sup> brigade à Luberizi des forces terrestres, dépendant de la troisième région militaire (Haut-Zaïre); avec 1 bataillon à Lulimba qui contrôlait Lulimba jusqu'à Kalemie et de Lulimba-Kilembwe-Penemende (Maniema); 1 bataillon à Fizi qui contrôlait de Fizi jusqu'à une partie de la zone d'Uvira. Les SARM étaient au moins présent à Goma avec une centaine d'effectifs. Il faut encore y ajouter les effectifs de la gendarmerie nationale qui se soustrayaient à toute comptabilisation.

<sup>45</sup> L'on retrouvait cette grande hétérogénéité des FAZ dans chaque centre important, comme à Kisangani avant la prise de la ville.

<sup>46</sup> Voir aussi SOUDAN, F., "200 millions de dollars pour une débâcle", *Jeune Afrique* n°1947, 5-11 mai 1998, p. 16.

<sup>47</sup> Déjà à l'époque de la guérilla du PRP de Kabila, les officiers FAZ faisaient partie du réseau commercial du PRP.

<sup>48</sup> "Tigre" est l'acronyme de "Troupes d'Infanterie et de Guérilla Révolutionnaires".

<sup>49</sup> Voir KENNES, E., *Petite histoire des «gendarmes katangais»*, RUCA - Université d'Anvers, 1998.

frontière pendant la période 1990-1995 et se sont mis au service du parti "autonomiste" katangais, l'Uferi. Ces troupes, qui avaient été partiellement intégrées dans la Garde Civile, ont été recrutées pour la guerre et casernées à Kinshasa. D'autres composantes des "tigres" provenaient des camps de réfugiés katangais (des civils retournés de l'Angola) près de Dilolo. Le tout faisait une unité peu combattive: les éléments les mieux entraînés avaient déjà retraversé la frontière angolaise avant le début de la guerre. Ce nouveau bataillon "tigre" de 500 à 700 hommes environ, recruté par Mulaj-a-Kapend, n'était ni formé ni payé et il n'a plus fait parler de lui...

Ainsi, la résistance contre l'offensive de l'Alliance n'est venue que subsidiairement des FAZ, comparée à la capacité opérationnelle des ex-FAR et de l'Unita. Pendant la première phase, il y a eu une certaine résistance à Goma et à Uvira, par les troupes du SARM. Par la suite, le gouvernement a annoncé à deux reprises une contre-offensive avortée: d'abord fin décembre, quand un regroupement effectué vers le sud d'Uvira a vraisemblablement entrepris quelques petites attaques; les FAZ ont aussi essayé de défendre réellement Bunia, mais elles n'ont pas été approvisionnées en matériel militaire<sup>50</sup>; ensuite le 20 janvier 1997, quand le gouvernement annonçait sa «*contre-offensive totale et foudroyante*». Cette offensive ne fut ni totale ni foudroyante, mais il semble qu'une résistance relativement importante a été exercée par les FAZ sur les deux axes d'accès à Kisangani: entre Lubutu et Walikale d'une part, et autour de Nia Nia/Bafwasende d'autre part. D'autres combats ont été signalés autour d'Amisi (Shabunda)<sup>51</sup>. Mais, s'agissait-il des FAZ engagées dans le combat ou des forces de l'ancien régime rwandais? Les combats près de Kenge, avant la prise de Kinshasa, ont été portés par ces forces ainsi que par des troupes de l'Unita. Pour les combats dans le nord-est du Zaïre, où le gros des troupes rwandaises a été engagé, c'étaient premièrement les "mercenaires" qui se sont battus.

En effet, deux "opérations mercenaires" parallèles ont été menées. Une première impliquait une centaine de mercenaires serbes, arrivés au Zaïre le 14 janvier 1997, et chargés de défendre l'aéroport de Kisangani<sup>52</sup>. Une autre était dirigée par le belge Christian Tavernier<sup>53</sup> et englobait 33 instructeurs, en majorité français. Si la première opération est vraisemblablement dirigée par des conseillers à la présidence, la deuxième émane finalement de la cellule africaine officieuse de l'Elysée<sup>54</sup>. Ce dernier groupe travaillait avec des troupes des FAZ qu'ils devaient réorganiser. La première base des opérations du groupe Tavernier a vite été abandonnée: à peine avait-il installé un poste d'observation à Bunia que la ville tombait sous l'attaque des forces partiellement ougandaises. Les positions à Watsa et Nagero, sur lesquelles les mercenaires se sont repliés, ont rapidement subi le même sort. Hormis le fait que ces deux groupes faiblement équipés étaient incapables d'opérer dans la situation de désorganisation totale du pays, ils ne pouvaient guère faire le poids face à un adversaire infiniment plus dense et mieux organisé. Le groupe-Tavernier se repliera à Kisangani vers la mi-février et disparaîtra de la scène. Les mercenaires serbes feront encore l'inutile bombardement de Bukavu, Shabunda et Walikale le 17 février et offriront de la résistance aux forces de l'alliance lors de la chute de Kisangani.

L'entièreté de cette opération est d'ailleurs soustraite au contrôle du commandant en chef Mahele. Ce dernier avait essayé de remettre des (anciens) officiers compétents dans des positions de responsabilité, mais il ne disposait absolument pas des moyens de son action. Même les commandes des armements lui échappaient: il était dépendant des commandes

---

<sup>50</sup> Cf. POMFRET, J., *op.cit.*

<sup>51</sup> Cf. IRIN, *Emergency Update No. 91 on the Great Lakes*, 31 January 1997. Une confirmation des combats autour de Walikale et Lubutu a été donnée par le vice-président Kagame dans son interview avec The Washington Post: POMFRET, J., "Rwandans Led Revolt in Congo", in *The Washington Post*, 9 July 1997.

<sup>52</sup> Selon CHARLIER, T., "Les mercenaires français au Zaïre", *Raids*, n°132, mai 1997, p. 27. Cf. "Mobutu Recruits Serb Fighters for Zairean Civil War", *The Times*, 3 March 1997. Cf. l'excellent et le plus complet article de BOYNE, S. "The White Legion: Mercenaries in Zaire", *Jane's Intelligence Review*, 1 June 1997.

<sup>53</sup> En négligeant d'ailleurs l'autorité du commandant en chef Mahele.

<sup>54</sup> V. "D'anciens militaires français encadreraient des mercenaires au service du pouvoir zaïrois", *Le Monde*, 8 janvier 1997 et le récit probablement plus véridique dans CHARLIER, T. *op. cit.* Selon certaines sources, l'entreprise sud-africaine a pris des contacts, mais n'a pas été engagée. Cf. THORNYCROFT, P., "Mobutu Couldn't Afford SA Mercenaries", *The Mail & Guardian*, 18 July 1997.

faites par des conseillers du président qui lui fournissaient du matériel inadapté. Les munitions, vieilles de 15 ans, n'ont été remplacées que quand il était déjà trop tard.

#### 4. LE GOUVERNEMENT ZAÏROIS

Comme nous l'avons indiqué, la situation politique du pays en octobre 1996 est dans une impasse<sup>55</sup>. La "*classe politique*" est profondément fragilisée et semble être loin de la réalité: le 26 février 1997, une commission ("*commission des 66*") du parlement de transition commence la sélection des candidats au renouvellement total des responsables de l'administration zaïroise et des entreprises publiques sur l'entièreté du territoire. Deux semaines plus tard, c'est la chute de Kisangani.

Face à cela, l'inaction du gouvernement Kengo déroute. Tandis que ce dernier aura été le seul premier ministre depuis 1992 à réellement avoir voulu gouverner, il ne prend guère d'initiatives pendant les premiers mois de la guerre. Le 21 octobre, Kengo se trouve encore au Royaume Uni pour une visite de travail; la présidence a dû inciter le gouvernement à l'action. Le premier ministre aurait-il conclu un accord tacite avec le régime de Kigali pour la résolution du problème des réfugiés, problème sur lequel ils avaient en substance et officiellement le même point de vue? Toujours est-il que l'emprise du gouvernement Kengo sur l'appareil militaire n'a été que réduite. Peu de responsables (et encore moins parmi la population) voyaient encore l'intérêt de défendre un système dont ils souhaitaient la disparition, et face auquel l'opposition politique n'a pas pu présenter une alternative. L'on préférerait sans doute encore une prise de pouvoir par "*notre compatriote*" Kabila que de subir le risque d'un coup d'état par Baramoto. D'une façon plus immédiate, Kinshasa (et Gbadolite) étaient convaincus que la guerre n'allait plus se poursuivre après la prise de quelques mines à l'Est du pays<sup>56</sup>. Les services de renseignements, que le gouvernement Kengo avait voulu mettre sous contrôle du gouvernement, étaient d'ailleurs totalement sous-équipés et n'étaient plus opérationnels.

La démission de Kengo<sup>57</sup> et le passage éphémère de Tshisekedi, début avril 1997, ont balayé les institutions "*de la transition*" et ont de fait rendu le gouvernement inexistant. Le "*gouvernement*" Likulia ne représentait plus réellement un espace politique autonome.

#### 5. L'ALLIANCE DES FORCES DEMOCRATIQUES POUR LA LIBERATION DU CONGO

##### 5.1. Composition militaire

Si la guerre de l'Est a commencé autour d'un noyau essentiellement Tutsi (Banyamulenge et Rwandais), des troupes ougandaises et burundaises s'y sont vite ajoutées ainsi qu'un nombre de mercenaires appelés "*Erythréens*" ou "*Ethiopiens*". Il s'agirait de militaires erythréens, éthiopiens, somaliens, ougandais et burundais, engagés par des contrats temporaires de trois mois à partir du mois de novembre<sup>58</sup>, ce qui serait une indication supplémentaire qu'on avait envisagé d'abord une opération qui se limiterait au Kivu.

<sup>55</sup> Voir KENNES, E., "L'état zaïrois et la guerre de l'Est", *Afrique Politique 1998*, Paris-Bordeaux, Karthala-CEAN, 1998; de VILLERS G. et OMASOMBO, J., *op.cit.*, p. 243-258.

<sup>56</sup> Cf. Aussi JANSSEN, P., *A la cour de Mobutu*, Paris, Lafon, 1997, p. 234.

<sup>57</sup> Selon Kengo, un plan, d'inspiration française, aurait existé pour l'organisation du transfert du pouvoir présidentiel à Kengo-Mahele pendant le mois de mars 1997. Ce projet se serait heurté à un refus catégorique de la part de Mobutu. Cf. *De Standaard*, 26 et 27 mai 1998.

<sup>58</sup> *Rapport de mission au Sud-Kivu*, miméo, janvier 1997.

Les effectifs du noyau initial des "tutsi zaïrois" ou "Banyamulenge"<sup>59</sup> ne dépassa probablement pas le chiffre de 2.500<sup>60</sup>. Il est possible qu'un nombre de combattants zaïrois en faisait partie. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, un tissu fort épars de groupuscules vaguement lumumbistes existait dans la région, rejoint par les "désillusionnés" de la transition pour lesquels l'option militaire était devenue plausible, et par différents exclus de la société zaïroise, de plus en plus dénués de toute perspective d'avancement social. Parmi eux, un groupe relativement important aurait existé sous l'autorité d'André Kissasse Ngandu<sup>61</sup>. Ce groupe -probablement de quelques centaines- aurait subi un entraînement en Ouganda dans la région montagneuse du Ruwenzori<sup>62</sup>. Une brève participation de la part des guerriers locaux du Nord-Kivu, qu'on appelait les "Mayi Mayi", doit être relevée: ils ont pris part aux combats afin de pouvoir se débarrasser des troupes des ex-FAR et Interahamwe, mais se sont tournés contre l'AFDL à partir du moment où ils ont eu l'impression d'une domination Tutsi.

A partir de l'apparition "officielle" de l'Alliance AFDL vers la fin du mois d'octobre, des efforts ont été déployés afin de "congoliser" davantage la guerre. Son porte-parole L.D. Kabila annonce, pendant son discours à Goma le 7 novembre 1996, le recrutement de "jeunes gens" pour participer à la guerre. Ce seront les "enfant-soldats" ou "kadogo", qui formeront la chair à canon de la guerre et qui seront entraînés pendant plusieurs semaines au camp Rumangabo, près de Goma, par les "tigres" katangais selon certains témoignages. Des milliers d'enfants-soldats (les "très petits" ou "kadogo") seront ainsi recrutés et feront une marche à pied à travers le pays jusqu'à Kinshasa. Selon un rapport de l'Unicef, ils seraient à 18.000 au mois de mars 1998<sup>63</sup>. Cependant, pendant la guerre, les estimations du nombre des effectifs de l'alliance allait de 6.000 en janvier 1997 (sans compter les 3 à 4.000 de nouveaux recrues, sous entraînement) jusqu'à 15.000 fin février<sup>64</sup>.

Une force militaire consistant en des enfants-soldats et un nombre relativement limité de militaires rwandais et burundais n'aurait, à elle seule, probablement pas pu remporter une victoire décisive contre les FAZ, ne fût-ce qu'à cause des difficultés logistiques. C'est l'intervention des "tigres" en provenance d'Angola, ainsi que les importants soutiens angolais et ultérieurement zambiens, zimbabwéens, sud-africains, qui ont fait basculer la balance en faveur de l'alliance. Grâce à l'intervention angolaise, un scénario libérien a pu être évité<sup>65</sup>.

Selon le vice-président rwandais Kagame (dans une interview accordée au *Washington Post* du 9 juillet 1997<sup>66</sup>, la direction des opérations aurait été, du début jusqu'à la fin, dans les mains du régime de Kigali. Hormis quelques éléments qui nous permettent de croire à l'existence de plusieurs état-majors jouissant d'une assez grande autonomie, cette déclaration n'a pas été contredite. Elle nous semble très plausible à la lumière du haut degré de contrôle exercé par les Rwandais sur les rouages de l'état congolais pendant les premiers mois du nouveau régime à Kinshasa. Les Banyamulenge, bien que représentés dans l'alliance, n'ont pas commandité la guerre elle-même.

## 5.2. Composition politique

Cependant, l'accord constitutif de l'Alliance AFDL, signé à Lemera le 18 octobre, regroupe deux composantes rwandophones et deux composantes non-rwandophones. Les rwandophones sont dirigées d'une part par Masasu Nindaga, ancien militaire APR de

---

<sup>59</sup> Remarquons qu'aux débuts de la guerre, tout combattant présentant la physionomie Tutsi est appelé «Munyamulenge».

<sup>60</sup> Selon POMFRET, J., "In Congo, Revenge Became Rebellion", *The Washington Post*, 6 July 1997.

<sup>61</sup> Kissasse était apparenté à Nicolas Olenga, dirigeant militaire de la rébellion de 1964-'65 au Congo. Cf. le document reproduit dans WEISS, H., et VERHAEGEN, B., *Les rébellions dans l'Est du Zaïre (1964-1967)*, Bruxelles, Les Cahiers du Cedaf, n° 7-8, décembre 1986, p. 170-171.

<sup>62</sup> Nous n'avons pas été en mesure de vérifier le volume exact de la milice de Kissasse. Les estimations des effectifs vont de 150 à 2.000. Le premier chiffre nous semble plus proche de la réalité: aucun nom de commandant de cette petite armée n'a émergé après la prise du pouvoir.

<sup>63</sup> Cf. "L'Unicef s'alarme: 80% des familles sous le seuil de pauvreté", *Le Courrier*, 18 mars 98.

<sup>64</sup> BOYNE, S., "Rebels Repel Zaire Counter-Offensive", *Jane's Intelligence Review*, 1 April 1997.

<sup>65</sup> Cf. Ci-dessous: le paragraphe sur l'Angola.

<sup>66</sup> POMFRET, J., "Rwandans Led Revolt in Congo", *The Washington Post*, 9, July 1997.

descendance rwando-zaïroise, représentant de fait les Banyamulenge; d'autre part par Déogratias Bugera, rwandophone de Masisi et représentant des Banyarwanda du Nord-Kivu<sup>67</sup>. Ce dernier sera le secrétaire-général de l'alliance et son premier idéologue. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la composante rwandophone était à ce moment militairement prépondérante, même si elle était représentée au niveau politique par des inconnus. Les deux signataires congolais n'eurent guère un poids militaire, mais l'un d'eux jouissait d'une certaine réputation: Laurent-Désiré Kabila.

Le peu de poids militaire des signataires de l'accord de Lemera nous mène à croire que cette Alliance a été créée pour la circonstance, afin de donner un paravent congolais à une opération militaire rwando-ougandaise. Néanmoins, les dirigeants de l'alliance ont rapidement pu développer politiquement leur mouvement. Le premier "gouvernement" des "commissaires" de l'alliance<sup>68</sup> et des postes, souvent importants, d'"adjoints" ne reflétait plus vraiment l'accord de Lemera: à part une composante importante Tutsi (Bizima, Muzuri, Rubibi, Nyarugabo), la diaspora congolaise fut fortement représentée (des membres du PRP Kakudji, Ghenda, Kabongo, Mukendi, ainsi que la diaspora américaine avec Mwenze Kongolo et Mawapanga). Cet ensemble, avec le recrutement de quelques intellectuels locaux (Mututulo, Babi Mbayi) nous donne une indication importante sur le caractère improvisé et cumulatif de la prise des décisions au sein de l'alliance: apparemment, aucune structure politique n'a été prévue avant le commencement de la guerre. Les quatre partis signataires de l'accord de Lemera n'ont d'ailleurs pas fait preuve d'une grande vigueur institutionnelle: ils ont été fusionnés dans l'AFDL le 4 janvier 1997<sup>69</sup>. Une question demeure encore: d'où vient Kabila? Comment a-t-il réussi à s'imposer? La réponse finale à cette question n'est pas encore connue. Toutefois, les témoignages sont concordants sur le fait que Kabila a été "choisi" par les parrains ougandais et tanzaniens de l'opération militaire parce qu'il était le seul dirigeant congolais potentiel ayant une réputation à l'étranger. Il est, en effet, un des seuls résistants des années '60 et après à ne jamais s'être intégré dans le système de Mobutu<sup>70</sup>. Après (et déjà avant) l'extinction du maquis PRP dans la région de Fizi<sup>71</sup>, Kabila s'est consacré aux affaires. Il a notamment eu comme partenaires commerciaux l'actuel ministre d'état Pierre Mpoyi et le conseiller du président en charge de la sécurité (Demiap) "Didi" Kazadi. Il a très probablement continué à déployer une activité politique<sup>72</sup>, mais nous ne disposons actuellement d'aucun élément qui puisse en préciser la portée réelle. D'ailleurs, Kabila adore cultiver un certain mystère autour de sa personne.

Toujours est-il qu'il était probablement le seul connu de chaque composante de la coalition régionale qui l'a mis au pouvoir. Museveni et Kabila se connaissaient: le président ougandais aurait même visité le maquis du PRP vers la fin des années septante<sup>73</sup>; il aurait eu des liens commerciaux de longue date avec les Banyamulenge pour le commerce en or et en pointes d'ivoire<sup>74</sup>; il a habité pendant de longues années à Kigoma et à Dar Es Salaam et il avait développé de bonnes relations avec les services de sécurité de Nyerere qui le lui auraient présenté avant la guerre. Peut-être s'est-il agi pour les dirigeants parrainant l'opération de rembourser une dette à leur ami Kabila. Le PRP a d'ailleurs essayé de revendiquer une

---

<sup>67</sup> Selon d'autres sources, Bugera aurait représenté les Banyamulenge. Il est en effet remarquable qu'aucun dirigeant de l'alliance n'ait pu être identifié de façon univoque comme représentant des "Banyamulenge". Par la suite, la composante "Banyamulenge" au Sud-Kivu a eu le sentiment d'avoir été marginalisé.

<sup>68</sup> Publié sur IRIN et dans le journal ougandais *The Monitor* du 2 mai 1997.

<sup>69</sup> Cf. ALLIANCE DES FORCES DEMOCRATIQUES POUR LA LIBERATION DU CONGO, *Statuts*, Goma, 4 janvier 1997: préambule. Une autre indication est p.e. le contenu de leur "programme idéologique" qui n'est guère plus qu'une collection de vieux panflets marxistes-léninistes simplifiés.

<sup>70</sup> Cf. KENNES, E., et PARQUE, V., *Essai biographique sur L.D. Kabila*, Working Paper, RUCA-Université d'Anvers, 1998.

<sup>71</sup> Cf. WILUNGULA, C.B., *Fizi 1967-1986. Le Maquis Kabila*, Cahiers Africains n°26, Bruxelles/Paris, Institut Africain-Cedaf/L'Harmattan, 1997, 136 p.

<sup>73</sup> Kabila aurait même une habitation à Makondo près de Kampala.

<sup>74</sup> Remarquons aussi que ses relations avec les Tutsi ne sont pas récentes: pour l'attaque de la centrale électrique à Bendersa, le 30 juin 1965, il avait fait appel à des combattants Tutsi de l'UNAR plutôt qu'à ses propres hommes.



attaque dans la zone de Jomba au Nord-Kivu, le 12 septembre 1996<sup>75</sup>, bien qu'il se soit sans doute agi d'une attaque effectuée du FPR ou de l'armée ougandaise<sup>76</sup>. Kabila, au demeurant porte-parole de l'AFDL, a pu s'imposer comme son président, et il a été élu par les différents responsables de l'alliance comme président du pays le 16 mai 1997, juste avant la prise de Kinshasa<sup>77</sup>. André Kissasse a été assassiné dans des circonstances mystérieuses le 8 janvier 1997: selon les uns, par les Mayi-Mayi; selon les autres, pas des Rwandais sous les ordres de Kabila.

### 5.2.1. *Tactique*

Plusieurs tactiques militaires ont été combinées ou se sont succédé au courant de cette guerre. Au début, elles se limitaient à la guérilla: les Banyamulenge, dans les montagnes, ont utilisé une technique d'infiltration, d'attaque soudaine et de retrait immédiat, afin de pouvoir tester les réactions des FAZ. Les attaques des camps des réfugiés et des villes, ont fait apparaître une tactique similaire à celle utilisée par l'APR au Rwanda: infiltrations dans la ville avant l'attaque, encerclement militaire à partir de l'environnement rural, ouverture de sortie pour les attaqués. Cette tactique limitait les affrontements et économisait les pertes en vies humaines et en matériel militaire.

*«L'attaque de Lemera s'est déroulée selon une formule qui fera ses preuves durant les combats ultérieurs. Les rebelles ont attaqué simultanément de plusieurs côtés, en semant le désarroi chez les troupes de Mobutu mais en leur ouvrant une échappatoire. Ils s'étaient infiltrés dans le village avant l'attaque, qu'ils ont déclenchée en tirant des coups de mortier au milieu du camp militaire. Et ils ont utilisé des walkie-talkies pour la coordination de l'opération»<sup>78</sup>*

A partir de la deuxième phase de la guerre (vers la fin du mois de janvier), une modification tactique semble avoir été adoptée: l'envoi des effectifs considérables des enfant-soldats en première ligne. Les troupes étrangères ne sont venues appuyer les opérations que pour les "grands coups" comme la prise de certaines villes<sup>79</sup>... ou pour l'élimination des réfugiés et des militaires de l'ancien régime. Un reportage sur l'opération des mercenaires décrit comment l'attaque de l'alliance se fait par vagues successives:

*«Dans leurs jumelles et lunettes de visée, les mercenaires constateront que des éléments rebelles, sans armes, surgissant de derrière les morts, se saisissent de leurs armes et continuaient le combat. Ayant provoqué un barrage de feu et d'acier avec leurs mortiers, les mercenaires pensaient mettre en fuite les rebelles: il n'en fut rien, à leur grand étonnement. Au contraire, la réaction ne se fera pas attendre et, menacés d'encerclement, les mercenaires devront décrocher»<sup>80</sup>.*

*«Leur succès a permis aux rebelles d'aller plus vite et d'ouvrir un front long de plusieurs centaines de miles. Une équipe d'avant-garde («troupes d'assaut»), un groupe de 300 Rwandais et Banyamulenge, prendront une ville et laisseront le travail de nettoyage aux troupes d'occupation. La tactique était risquée, mais les résultats ont été formidables»<sup>81</sup>.*

<sup>75</sup> Communiqué du PRP, non daté (septembre 1996).

<sup>76</sup> Il n'est pas impossible que des contacts existaient entre Kissasse et Kabila. Quand le maquis de ce dernier a pris fin vers les années 1987, plusieurs membres du PRP ont rejoint le petit maquis qui existait dans les monts Ruwenzori et où le PRP avait déjà eu une base sous le colonel Ngoma quelques années auparavant. Dans le rapport Vangu du HCR-PR, on mentionne «un certain Kabila» qui encadrerait des rebelles dans la zone ougandaise de Bundibugyo afin de faire des incursions dans la zone de Beni (HAUT CONSEIL DE LA REPUBLIQUE-PARLEMENT DE TRANSITION, *op.cit.*, p. 16).

<sup>77</sup> Selon un témoignage, avec l'accord des Etats-Unis.

<sup>78</sup> POMFRET, J., "In Congo, Revenge Became Rebellion", *The Washington Post*, 6 July 1997.

<sup>79</sup> Cf. Interview avec Kagame dans John POMFRET, J., "Rwandans Led Revolt in Congo", *The Washington Post*, 9 July 1997.

<sup>80</sup> CHARLIER, T., *op. cit.*, p. 22.

<sup>81</sup> POMFRET, J., "In Congo, Revenge Became Rebellion", *The Washington Post*, 6 July 1997.

L'alliance aurait adopté une deuxième modification de sa tactique après la prise de Kisangani<sup>82</sup>.

L'impression générale de toutes ces opérations est celle d'une redoutable efficacité. Même si la résistance des FAZ n'était guère impressionnante, il n'a certainement pas été facile de mener à bon terme une opération d'une telle envergure, avec des troupes tellement disparates, et d'une façon cumulative. L'opération a probablement nécessité un apport extérieur en logistique; mais elle a surtout rendu évidente la puissance des trois armées réellement opérationnelles dans la région: la rwandaise, l'ougandaise et l'angolaise.

### **5.2.2. Diplomatie et propagande: la guerre des haut-parleurs**

Parallèlement à l'offensive militaire, l'offensive diplomatique de l'AFDL a été menée de main de maître. Ses responsables ont à chaque fois réussi à semer le désarroi en soufflant le chaud et le froid: en déclarant leur appui à une solution non-militaire, et en faisant exactement le contraire sur le terrain. Les déclarations et propositions de l'AFDL sont évidemment devenues de plus en plus intransigeantes au fur et à mesure du renforcement de ses positions militaires. Face à elle, le gouvernement zaïrois a fait preuve d'un manque singulier de sens des réalités. Apparemment, des mois entiers ont été nécessaires pour que les responsables à Kinshasa et à Gbadolite se rendent compte que "*le grand Zaïre*" n'était plus qu'un tigre en papier, incapable de résister à un adversaire déterminé et jouissant de soutiens importants nationaux, régionaux et internationaux. Si, par exemple, le gouvernement zaïrois avait accepté les propositions<sup>83</sup> faites par le président Museveni lors de la rencontre à Kampala avec les représentants du Rwanda, il aurait peut-être pu sauver les meubles. Il est vrai qu'à cette époque, l'initiative diplomatique avait été prise par Nairobi (aux "*sommets*" du 5 novembre 1996, du 16 décembre 1996 et du 19 mars 1997, chaque fois sans l'alliance) et qu'on espérait peut-être encore une solution. A partir de l'acceptation du plan ONU le 18 février, l'initiative diplomatique revenait à l'Afrique du Sud, mettant tous les acteurs devant l'évidence que les pays anglophones monopolisaient le jeu.

Une troisième offensive, d'une redoutable efficacité, a été déclenchée sur les ondes. Chaque fois que les troupes de l'Alliance se sont dirigées vers une ville à "*libérer*", l'infiltration des militaires fut annoncée, voire même la prise de la ville. Parfois, comme cela a été le cas à Uvira ou à Kalemie, les habitants d'une ville apprenaient de la radio que leur ville était prise, tandis qu'il n'en était rien. Le résultat a invariablement été la panique généralisée et un retrait précipité des FAZ.

## **6. LE RWANDA**

Le Rwanda n'a jamais fait un secret de son irritation concernant le problème des réfugiés au Zaïre, qui constituait un risque sécuritaire très réel pour ce pays: selon des témoignages, le FPR avait déjà plusieurs fois exprimé son intention d'entreprendre une intervention militaire<sup>84</sup>. Cette position fut également exprimée à travers ses prises de position diplomatiques: au sommet de l'OUA au Cameroun, le 8 juillet 1996, le Rwanda refuse de signer le traité de non-agression entre les pays de l'Afrique Centrale<sup>85</sup>.

L'offensive a probablement été préparée plusieurs mois avant le début des événements. Selon un communiqué du RDR (Rassemblement pour la Démocratie et le Retour des Réfugiés, association des réfugiés et de leurs structures militaires dans les camps, pro-ancien régime rwandais) du 17 juin 1996, une attaque contre les camps des réfugiés au Zaïre aurait été imminente, et serait exécutée par des troupes rwandaises, burundaises et ougandaises. La présence des troupes de l'APR a été signalée déjà avant le mois de septembre. Toutefois,

<sup>82</sup> Cf. HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, *Democratic Republic of the Congo. What Kabila is Hiding*, New York, October 1997, Vol. 9, n. 5, p. 27.

<sup>83</sup> Reproduits dans REYNTJENS, F., "La rébellion au Congo-Zaïre: une affaire de voisins", *Hérodote*, n°86/87, 1997, p. 63-64.

<sup>84</sup> Cf. REYNTJENS, F., *op. cit.*, p. 58-60, spéc. 59.

<sup>85</sup> IRIN *Weekly round-up* 17, 8-14 July 1996.

plusieurs événements se sont produits pendant les mois de juillet-août 1996 qui ont vraisemblablement déclenché la mise en oeuvre de l'offensive: la maladie du président Mobutu, la montée des attaques contre les Tutsi et les Banyamulenge, la levée de l'embargo des armements contre le Rwanda le 1er septembre.

Nous ne disposons à ce jour d'aucune donnée permettant une estimation de l'implication exacte des troupes rwandaises. Selon une "source humanitaire", le bombardement du camp de Kibumba, le 25-26 octobre 1996, aurait été l'oeuvre du 7e bataillon de Kigali sous le Lt. Col. Ibingira<sup>86</sup>; ce dernier bataillon aurait participé à la guerre au Nord-Kivu, avec la 211e brigade sous Lt. col. Nzaramba<sup>87</sup>. Un rapport de Human Rights Watch estime le nombre des troupes rwandaises à au moins 1.000<sup>88</sup> aux débuts de la guerre. Un témoignage d'Uvira rapporte la présence de 1.000 militaires rwandais et ougandais. Des journalistes estiment le nombre des troupes rwandaises, à Goma, de 1.750 à 2.000 d'effectifs. Un témoignage parle d'environ 200 Tutsi pour la prise de Lubumbashi; un chiffre de 600 a été avancé pour la bataille de Kenge<sup>89</sup>. A en croire Paul Kagame, les troupes rwandaises ont été engagées pour des opérations de précision, notamment pour la prise des villes<sup>90</sup>. Aussi, une partie importante de l'activité de l'activité rwandaise a consisté en l'envoi d'équipes d'extermination des réfugiés, de 50 à 100 d'effectifs<sup>91</sup>.

La plupart des officiers rwandais responsables de l'opération dont une partie a ensuite été responsabilisé au sein des structures militaires congolaises ne sont connus que par leur prénom<sup>92</sup>. Un seul responsable rwandais a réellement émergé: James Kabari<sup>93</sup>, devenu officiellement chef d'Etat-major ad interim des FAC au Congo depuis début 1998. Tout ceci a quasi officiellement été reconnu. Le président Kabila a remercié officiellement le Rwanda pour son aide dans la libération du pays<sup>94</sup>.

Les troupes de l'ancienne armée rwandaise et les *Interahamwe* ont certainement joué un rôle militaire de premier plan au courant de la guerre: elles ont activement participé aux combats à Mugunga et aux environs de Goma; à Walikale; autour de Lubutu, Bafwasende et à Kenge. Plusieurs milliers d'entre eux se sont dirigés vers Ikela, Boende et Mbandaka, y semant la terreur contre la population locale. De toute évidence, une force importante était restée au Kivu (e.a. au parc Virunga) et s'est réorganisée ensuite pour l'attaque du Rwanda.

## 7. L'UGANDA

L'Ouganda<sup>95</sup> est également confrontée à un risque sécuritaire important. Les deux mouvements oppositionnels importants pour notre sujet sont l'Allied Democratic Front<sup>96</sup> et le West Nile Bank Front<sup>97</sup>, actif dans et autour de la région montagneuse du Ruwenzori. L'occasion a été trop belle pour le régime ougandais de neutraliser ces deux mouvements: l'implication militaire ougandaise s'est très probablement limitée à ces régions frontalières avec le Zaïre. Des troupes se sont engagées, et ceci selon plusieurs témoignages, dans la prise des centres frontaliers comme Kasindi, Beni, Bunia, jusqu'à Mahagi. Les troupes ougandaises

---

<sup>86</sup> AFP, Goma, 27 octobre 1996

<sup>87</sup> Cf. MISSER, F., "Who Helped Kabila?", *New African*, July/August 1997, p. 9.

<sup>88</sup> HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, *op. cit.*, p. 34.

<sup>89</sup> POMFRET, J., "Rwandans Led Revolt in Congo", *The Washington Post*, 9 July 1997.

<sup>90</sup> John POMFRET, *op. cit.*

<sup>91</sup> Communication personnelle. Aussi HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, *op. cit.*, p. 13-15.

<sup>92</sup> Voir HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, *op. cit.*, p. 26-30.

<sup>93</sup> Selon une source, celui-ci serait l'ancien commandant de la Garde Républicaine à Kigali, James Kabarere (Marie-France CROS, "Banyamulenge: le malaise perdure", *La Libre Belgique*, 2 avril 98). La présence de Kabari a officiellement été reconnue par Kagame. Cf. John POMFRET, *op. cit.*

<sup>94</sup> IRIN, *Emergency update n. 245 on the Great Lakes*, 10 September 1997.

<sup>95</sup> Cf. DUPONT, P. *L'Ouganda et la guerre au Zaïre (octobre 1996 - mai 1997)*, RUCA-Université d'Anvers, 1998, miméo, 10 p.

<sup>96</sup> Il s'agirait d'un mouvement composite de combattants musulmans appartenant à une secte d'origine pakistanaise réfugiée au Zaïre, de chômeurs ougandais, de Hutu rwandais et de Zaïrois de diverses origines (Cf. WILLAME, J.C., "La victoire des 'seigneurs de guerre'", *La Revue Nouvelle*, juillet-août 1997, p. 21).

<sup>97</sup> Des «anciens» d'Idi Amin, en provenance des tribus nordistes.

se seraient retirées vers la fin du mois de janvier 1997<sup>98</sup>. Après cette date, nous ne retrouverons que peu d'indications d'une implication ougandaise. Sa participation à la prise de Kisangani est moins sûre. Elle a été avancée par le gouvernement zaïrois et par un mercenaire<sup>99</sup>. Par contre, des indications existent d'un engagement militaire ougandais antérieur: un rapport du PNUD mentionne une attaque de l'armée ougandaise à Bunagana; le memorandum du HCR-PT parle de raids effectués dans la zone de Jomba<sup>100</sup>. Selon plusieurs témoignages encore, le président Museveni aurait pris contact déjà en 1995 avec différents groupuscules d'inspiration lumumbistes actifs dans la région<sup>101</sup>, parmi lesquels le groupe de Kissasse qui avait sa base en Ouganda, et probablement aussi Kabila.

Le président Museveni a très probablement accordé une aide financière et logistique (munition, artillerie, communications) importante<sup>102</sup>. Des anciens membres de l'armée ougandaise UPDF auraient été engagés au sein des forces de l'alliance<sup>103</sup>. L'impact réel de l'Ouganda est en premier lieu diplomatique et idéologique. En effet, l'Ouganda se trouve dans une position internationale très favorable (comme prototype de la "*nouvelle Afrique*" indépendante, dynamique et... démocratique!), que le pays sait habilement mettre à profit sans se mouiller trop ouvertement par un engagement trop visible au Zaïre. Il est d'ailleurs probable que l'Ouganda n'a pas été, au premier abord, trop enthousiaste pour une opération dirigée contre le régime même de Mobutu; mais le pays a pu changer d'avis face à l'écroulement vertigineux du système zaïrois<sup>104</sup>. Les prises de position officielles ougandaises, ses propositions diplomatiques du 16 novembre 1996<sup>105</sup>, les initiatives ougandaises pour faciliter les pourparlers en Afrique du Sud... font preuve d'une grande modération. Des témoignages du terrain confirment la crainte du président ougandais de voir l'offensive de l'alliance se prolonger au-delà de zone de sécurité frontalière.

Idéologiquement, l'Ouganda se profile comme le défenseur d'une recomposition de l'espace africain. Il n'est pas sans importance que la dernière conférence panafricaine (après de longues années de léthargie du mouvement) ait été tenue à Kampala, du 3 au 8 avril 1994. A en croire certaines sources, Museveni se donne comme mission l'unification de l'Afrique de l'Est<sup>106</sup>. Si cette préoccupation panafricaniste est authentique, elle a trouvé (de façon opportuniste) un écho favorable chez les dirigeants rwandais: à deux reprises, le 11 et le 28 octobre, le président rwandais Bizimungu a défendu la thèse du "*Grand Rwanda*" qui retracerait les frontières entre le Rwanda et le Zaïre<sup>107</sup>. Comme toute idéologie, ces nobles objectifs d'émancipation par rapport à l'héritage colonial vont de pair avec des préoccupations plus terre-à-terre: l'Ouganda comme le Rwanda n'ont que des avantages à espérer d'une plus grande intégration de leurs aires économiques dans un grand marché est-africain dont ferait partie le Kivu. Il reste à voir dans quelle mesure Kabila peut se situer dans ce mouvement idéologique: bien qu'il défende contre vents et marées -et en principe à juste

<sup>98</sup> Cf. McKINLEY, J.C., "Congo Rebels' Debt to Foreign Backers Remain Unclear", *The New York Times*, 27 mai 97.

<sup>99</sup> Communication personnelle. D'autres sources semblent confirmer la présence ougandaise (MISSER, F., *op. cit.*). Une unité de 1.500 militaires aurait été envoyée au Congo ("*Kagames's Congolese Confession*", *New African*, September 1997, p. 22).

<sup>100</sup> Cf. KABUYA LUMUNA SANDO, *op. cit.*.

<sup>101</sup> Ces groupuscules auraient bénéficié de certaines facilités d'entraînement. Ainsi, le «Mouvement Ouvrier et Paysan» mis en chantier par Callixte Mayaliwa, l'ancien chef d'état-major de Kabila, aurait eu un camp d'entraînement à Mbarara en Ouganda.

<sup>102</sup> Cf. BUCKLEY, S., "Uganda Reportedly Aids Rebels in Zairian War", *The Washington Post*, 4 March 1997.

<sup>103</sup> Les témoignages sur la présence des troupes étrangères doivent évidemment être prises avec prudence, ne fût-ce que par le fait que l'origine de ces troupes n'est répertoriée pour la population locale qu'à travers la différence d'accent et de vocabulaire Swahili. Par contre, la démobilisation dans les pays où un conflit armé s'est terminé libère également un potentiel mercenaire, comme cela a été le cas dans les pays d'origine mentionnés des mercenaires dont l'Ouganda. Cf. COLLETTA, J.J., et BALL, N., "De la guerre à la paix en Ouganda", *Finances & Développement*, Juin 1993, p. 36-39.

<sup>104</sup> Interprétation de REYNTJENS, F., *op. cit.*, p. 63-64.

<sup>105</sup> Cf. REYNTJENS, F., *op. cit.*, p. 63-64.

<sup>106</sup> Extrait d'un discours de Museveni du 4 avril 1997, cité dans *The Shariat* n. 15, 1997, et repris dans "Museveni styckar upp Afrika", *Ny solidaritet*, Bromma (Suède), 10 juli 1997.

<sup>107</sup> Le «Grand Rwanda» serait un empire Tutsi: voir une interprétation perspicace de ce discours par WILLAME, J.C., *op. cit.*, p. 97-98.

titre- une coopération africaine, des doutes subsistent auprès de son "parrain" ougandais sur les capacités de Kabila à transformer le Congo<sup>108</sup>.

## 8. L'ANGOLA

Même si l'implication rwandaise et ougandaise a eu un écho plus fort dans les médias essentiellement anglophones, c'est l'engagement angolais qui a fait basculer la guerre en faveur de l'alliance. En effet, il est fort probable que l'alliance, même avec les soutiens ougandais et rwandais ait atteint ses limites logistiques et opérationnelles début janvier 1997; l'Angola lui a permis de conquérir le pays entier. L'autorisation donnée par le gouvernement angolais a permis aux "tigres" ou "ex-gendarmes katangais" de jeter leur poids dans la guerre.

Cette dernière force militaire est l'héritière des forces armées katangaises des années soixante. A partir de la décolonisation portugaise, cette armée est entrée au service du gouvernement MPLA à Luanda dans une structure parallèle à l'armée angolaise. Les "tigres" se sont divisés en diverses factions après la deuxième guerre du Shaba et plusieurs essais de réunification de leurs troupes ont échoué<sup>109</sup>. Le nombre exact des «tigres» est inconnu, mais leurs effectifs ne dépassent très probablement pas les 4.000. Il est d'ailleurs difficile de distinguer de façon exacte les "tigres" et les FAA: de nombreux enfants des "gendarmes katangais" ainsi que les réfugiés zaïrois qui les ont rejoints au fil des années, ont fait carrière au sein de l'armée angolaise. Il est certain qu'une part importante de ceux qu'on a appelés les "tigres" appartiennent à ce dernier groupe. A partir de ce développement, l'on pourrait d'ailleurs se poser la question de savoir dans quelle mesure les "tigres" sont encore congolais.

Le protocole de Lusaka du 20 novembre 1994, signé par le MPLA et l'Unita, qui stipule le rapatriement des mercenaires en Angola, a incité le gouvernement angolais à contourner cet article par le regroupement des "tigres" au sein du "24<sup>me</sup> régiment" des Forces Armées Angolaises, sous un statut semi-autonome. Bien que des opposants zaïrois aient pris contact avec les tigres depuis plusieurs années, le gouvernement angolais s'est toujours abstenu de s'impliquer réellement dans les affaires intérieures zaïroises: l'influence zaïroise sur l'Unita<sup>110</sup> a été la monnaie d'échange pour la retenue des "tigres" en Angola. Dans ce sens, un accord aurait encore été conclu entre le président Dos Santos et le premier ministre Kengo wa Dondo le 3 décembre 1996<sup>111</sup>. Si, du côté zaïrois, il n'y a plus eu la volonté ni la possibilité d'exécuter cet accord<sup>112</sup> en janvier 1997, la tentation pour le gouvernement angolais a sans doute été trop grande de saisir l'opportunité de la destruction des bases arrières de l'Unita au Zaïre. Ce mouvement ne s'est d'ailleurs pas vraiment impliqué dans le processus de paix réglé par le protocole de Lusaka: l'Unita n'a pas exécuté la démobilisation convenue; Savimbi avait refusé le poste de vice-président en août 1996; l'Unita n'a pas participé à la formation du gouvernement d'unité et de réconciliation nationale<sup>113</sup>.

Dans un premier temps, le gouvernement angolais préférait une moindre visibilité internationale et a donné l'autorisation d'un transfert d'un petit millier de "tigres" vers l'Est du Zaïre. Ces "tigres" ont été entraînés dans un camp à Kabule (à 100 km de Luanda). Ces deux bataillons de "tigres" ont été transportés à Kigali entre le 12 et le 25 février 1997 dans des avions de fabrication russe (Ilyushine 76 cargo). Quand les troupes de l'alliance venaient de traverser le Kasai, et que des difficultés semblaient surgir pour la prise de Kikwit, le gros des "tigres" s'est engagé pendant la deuxième moitié du mois d'avril à partir de Tshikapa,

<sup>108</sup> PRIER, P., *Le mythe du complot américain*, Le Figaro, 30 juillet 1990.

<sup>109</sup> Pour un récit plus détaillé voir KENNES, E., *Petite histoire des gendarmes katangais*, working paper, RUCA-Université d'Anvers, 1998.

<sup>110</sup> Des hauts responsables du régime de Mobutu se sont considérablement enrichi, grâce à la livraison d'armements à l'Unita: cf. RUPERT, J., "Zaire Reportedly Selling Arms to Angolan Ex-Rebels", *The Washington Post*, 21 March 1997.

<sup>111</sup> MISSER, F., et VALLEE, O., *Les gemmocraties. Economie politique du diamant africain*, Paris, Desclée De Brouwer, 1997, p. 123-124.

<sup>112</sup> Cf. CONCHIGLIA, A., "Petites et grandes manoeuvres en Afrique. Mensonges et diamants en Angola", *Le Monde Diplomatique*, Avril 1997.

<sup>113</sup> Ce fut chose faite, mais sans le soutien explicite de Savimbi, le 11 avril 1997. Cf. "Government of National Unity Formed", *Africa News Online*, 5 May 1997, <http://www.africanews.org>.

près de la frontière angolaise, avec une aide logistique et technique des FAA. Le gros des troupes des katangais est entré dans la guerre à partir de Tshikapa: certaines sources parlent des effectifs de l'ordre de 3.000.

Selon les dires de certains témoins, l'armée angolaise comme telle aurait surtout fourni l'importante logistique et les armements lourds de l'opération. Ils auraient envoyé 200 hommes environ pour le maniement des armes (missiles), pour le maniement du matériel en communication et pour la conduite des blindés. La coordination de l'opération s'est faite sous la direction générale d'un comité restreint avec des proches à la présidence, dont le commandant en chef de l'armée angolaise, Joao Dos Matos, et du général Faceira comme officier de liaison, responsable de la logistique<sup>114</sup>. Ils auraient contribué de façon substantielle au financement de la guerre et auraient assuré un approvisionnement aérien continu et journalier entre Luanda et Kigali.

Le commandement opérationnel a été dans les mains de Vindicien Kinyata, ancien gendarme et commandant des opérations pour la prise de Kolwezi en 1978. Des katangais auraient été les commandants opérationnels pour la prise de plusieurs villes<sup>115</sup>. Le commandement des "tigres" aurait toujours été séparé de celui des rwandais, avec comme seul trait d'union le chef de l'alliance. Cette "autonomie relative" des différentes structures de commandement au niveau opérationnel<sup>116</sup> aurait, selon certaines sources, créé des difficultés avant la prise de Kinshasa<sup>117</sup>; "on" (Kigali? Kabila?) n'a, de toutes les façons, pas laissé aux "tigres" l'honneur de la prise de Kinshasa: les troupes qui sont entrées les premières dans la ville ont été les "kadogo" et les Tutsi.

Du côté zaïrois, il ne fait guère de doute que des troupes de l'Unita se sont engagées pour la défense de certains centres urbains. Pendant les premiers mois de la guerre, elles ont été signalées à Bunia, Beni et Isoro<sup>118</sup>, mais leur enthousiasme a été tempéré face au manque de volonté guerrière de la part des FAZ<sup>119</sup>. Leur engagement a été plus substantiel encore pour la défense de Kenge: selon leurs propres dires, Kenge aurait hébergé un hôpital où l'on soignait leurs malades et leurs blessés. Selon des sources assez sûres, trois bataillons bien armés des FAZ (DSP, Garde Civile, SARM) aurait pris position non loin de Kenge avec 500 militaires de l'Unita, début mai 1997.

## 9. LES ETATS-UNIS

Dans quelle mesure les Etats-Unis se sont-ils engagés dans l'opération? La réponse n'est pas facile à formuler. Dès les premiers mois de la guerre, des rumeurs ont circulé sur "l'implication américaine". Des "blancs anglophones" ont été signalés et des rapports ont été publiés sur la mort de deux "conseillers"(?) "Américains"(?)<sup>120</sup>. Reste à voir de quels "américains" -ou anglophones- il s'agit, par qui ils auraient été envoyés, et à quel niveau des décisions auraient été prises pour une aide éventuelle à la guerre.

### 9.1. Aide diplomatique

Toujours est-il que la position diplomatique américaine, à plusieurs niveaux, a eu une tendance nettement pro-Kigali. A la table ronde entre les donateurs et le gouvernement

---

<sup>114</sup> Il s'agit du frère de Faceira, commandant de l'armée de terre.

<sup>115</sup> Kisangani: environ 500 «tigres» sous le commandement de Stany Kalala, secondé par Gaston Munyangu (actuellement à Mbandaka); Lubumbashi: environ 200 «tigres» sous le général Sylvain Mbumba («kadhafî»); Kindu, Kenge, Kinshasa: sous Kinyata.

<sup>116</sup> Cette autonomie se comprend déjà à partir des problèmes de langue: les rwandais ne comprennent pas le Portugais, ni les «tigres» l'Anglais.

<sup>117</sup> CAHN, D., "Zaire Rebels Face Difficulties", *Associated Press*, 11 May 1997.

<sup>118</sup> Cf. RUPERT J., and DUKE, L., "Angolan Role Raises Ante in Zairian Strife", *The Washington Post*, 16 March 1998.

<sup>119</sup> McGREAL, C., "Angolan Troops Join Zaire War", *The Mail & Guardian*, 18 March 1997.

<sup>120</sup> Cf. Abbé NTIHABOSE, *Neuf mois de tragédie à l'Est du Zaïre*, Nairobi, le 14 janvier 97, miméo, p. 10; de la GRANGE, A., "Un «conseiller» américain tué au Kivu", *Le Figaro*, 28 mars 97; ISNARD, J., "Des «conseillers» américains ont aidé à renverser le régime de M. Mobutu", *Le Monde*, 28 août 97.

rwandais, organisée par ce dernier et le PNUD à Genève, le 20-21 juin 1996, Richard McCall de l'USAID se ralliait à la position du gouvernement rwandais en plaidant pour un retour massif des réfugiés du Zaïre, qu'il comparait aux "*Khmers rouges*"<sup>121</sup>. Le ministre des affaires étrangères Warren Christopher déclarait à une conférence de presse début octobre en Tanzanie que les camps devraient être fermés et que les réfugiés devaient retourner dans leur pays<sup>122</sup>. Le 19 novembre, quelques jours après les bombardements du camp de Mugunga, les Etats-Unis annulent leur soutien pour une force internationale de paix. Le 21 janvier 1997, un télégramme non-classifié de l'ambassade des Etats-Unis à Kigali déclare qu'il ne faudrait plus «*nourrir les assassins*» et que les organismes d'aide devraient se retirer du camp de Tingi-Tingi. Par-dessus tout, Simpson, l'ambassadeur américain à Kinshasa, donne une interview à la presse zaïroise<sup>123</sup> dans laquelle il déclare que le Zaïre n'a plus d'importance stratégique pour les Etats-Unis. A partir du mois de janvier, les déclarations se multiplient dans lesquelles le pays fait état de ses inquiétudes quant à l'évolution de la situation et des possibilités d'une guerre régionale<sup>124</sup>. D'autre part, les signes de bonne volonté par rapport au nouveau pouvoir se sont multipliés après la prise de Kinshasa, pour se refroidir suite à la très mauvaise gestion, par le gouvernement congolais, du dossier de la commission d'enquête des Nations-Unies.

## 9.2. Aide militaire?

L'information sur l'aide militaire "*américaine*" est plus ambiguë. Plusieurs sources prétendent qu'une aide aurait été accordée pour la coordination de l'offensive et un soutien important en communications<sup>125</sup>. Force est de constater que la coordination de l'offensive a été excellente et que les troupes de l'alliance semblent avoir été très bien au courant des mouvements de troupes de leurs adversaires (cependant, une "*collaboration*" de la part d'officiers des FAZ ne peut pas être exclue). Selon l'agence de presse chinoise, trois postes d'observation ont été installés par l'armée américaine: à Fort Portal en Ouganda, à Kigali et à Brazzaville<sup>126</sup>. Est-ce que des aides matérielles ont été accordées? Plusieurs indications reprises dans la presse écrite<sup>127</sup> sont confirmées par des témoignages de terrain. On parle d'uniformes, des moyens de transmission, de livraisons d'armes et de munitions, d'armes de récupération et du matériel roulant. Une source est plus explicite et relate la "*disparition*" des véhicules de transport militaire de l'ambassade des Etats-Unis à Kampala, réapparaissant sur la route vers Kisangani<sup>128</sup>.

Finalement, la presse de l'époque a fait état d'un programme américain d'entraînement des troupes du FPR, les mêmes qui ont été responsables de l'élimination des réfugiés au Zaïre<sup>129</sup>. Une déposition par le sous-secrétaire d'état à la défense au Comité des relations

<sup>121</sup> IRIN, *Weekly round-up of events in the Great Lake Region*, n. 14, 15-22 June 1996.

<sup>122</sup> IRIN, *Weekly Round-up of Main Events in the Great Lakes Region*, n. 30, 7-13.10.96.

<sup>123</sup> *Le Soft* du 30 novembre 97.

<sup>124</sup> Selon REYNTJENS, F., *op.cit.*, p. 72, il est probable que ces inquiétudes n'aient pas été feintes.

<sup>125</sup> COUDURIER, H., "Ce que les services secrets français savaient", *Valeurs Actuelles*, 30 août 1997; "A U.S. Inspired Covert Coalition Command and Control Center in Kigali?," *NCN Intelligence Reports*, AfIS News Service, 15 July 1997; "Update zaire watch", *NCN*, July 16, 1997 (<http://www.marekinc.com>). Selon ces derniers documents, le quartier général de toute l'opération de guerre aurait été installé à Kigali: il aurait assuré une coordination pas trop stricte entre les différentes armées nationales, conservant chacune leur propre structure de commandement. NCN suggère que les Etats-Unis auraient assuré techniquement cette coordination.

<sup>126</sup> Xinhua, Nairobi, March 31, 1997; témoignage dans REYNTJENS, F., *op. cit.*, p. 69, sur un haut mât et deux grandes antennes paraboliques entre Gisenyi et Goma.

<sup>127</sup> COUDURIER, H. *op. cit.*, sur base des renseignements en provenance des services de renseignement français; OSER, F. "Comment la CIA a soutenu Kabila", in *Télé-Moustique*, 6 août.97 sur base de quelques rapports des services de renseignement belges et américains.

<sup>128</sup> "Zaire Watch News", *NCN*, 16.05.97.

<sup>129</sup> KAUFMANN, S. "Les Etats-Unis ont entraîné l'armée rwandaise qu combat et à la guérilla", *Le Monde*, 28 août 97.

internationales du Congrès américain nous donne le détail des activités américaines officielles pendant cette période: il est vrai qu'en 1996, un modeste entraînement militaire a été donné pendant un mois et demi (du 15 juillet jusqu'au 30 août 1996) à trente militaires de l'APR, sur-entre autres- le tir de précision et la tactique<sup>130</sup>. Même si cet élément semble assez mince comme preuve à charge pour l'entraînement d'une armée de quelques milliers de personnes, d'autres sources avancent que ce programme est moins innocent qu'il ne paraît: il couvrirait un engagement américain par les "*forces spéciales*" et une présence militaire de plus longue durée ayant comme objectif la création d'une nouvelle zone d'influence américaine en Afrique de l'Est<sup>131</sup>. Quoi qu'il en soit, des témoignages existent sur la présence d'instructeurs anglophones<sup>132</sup>. D'où sont-ils venus? On peut retenir deux hypothèses: la première est celle, tout simplement, d'une opération secrète de l'armée américaine menée sous couverture d'opérations acceptables. La deuxième, la plus probable, est celle d'une opération exécutée par des organisations et entreprises privées, dont les avantages financiers et politiques pour leurs éventuels commanditaires sont évidents. Les services de sécurité américains s'incrinvent notamment dans la tendance générale de privatisation des structures sécuritaires, dans laquelle des entreprises employant des anciens militaires (américains) comme Military Professional Resources Inc.<sup>133</sup>, reprennent des fonctions qui sont traditionnellement associées au noyau étatique<sup>134</sup>. Il est fort probable qu'un engagement américain s'est opéré dans la zone d'ombre entre le privé et le public. Une entreprise de déminage, l'entreprise privée Ronco Consulting Corp. a travaillé sous contrat avec l'armée américaine<sup>135</sup> dans une opération de déminage qui serait démesurée par rapport à sa mission<sup>136</sup>. Même si son contrat était terminé en 1996, le programme a continué à fonctionner en 1996 et selon un témoignage, du matériel militaire aurait été transféré par Ronco afin de contourner l'embargo sur les armements imposé par les Nations Unies au Rwanda, et levé le premier septembre 1996 seulement<sup>137</sup>. L'entreprise US Defense Systems était présente à Kinshasa jusqu'à la fin de la guerre, et était en contact permanent avec l'ambassade américaine pour des raisons de sécurité, et dans un contexte où une aide militaire officielle n'était pas possible. Ici, il faut évidemment relever l'élément important, que de nombreuses fonctions de l'état zaïrois ont été reprises "*depuis belle lurette*" par des entreprises sécuritaires privées, sous la direction des proches du président<sup>138</sup>.

La sous-traitance n'engage pas uniquement des entreprises sécuritaires; même certaines organisations non-gouvernementales peuvent servir de couverture. De nombreux témoignages attestent notamment un engagement de la part de l'International Rescue Committee, dans l'approvisionnement en nourriture des troupes de l'alliance, ainsi que dans le montage d'artillerie anti-aérienne à Goma et Bukavu quand la menace des bombardements aériens par les forces mercenaires devenait concrète. L'IRC est une des plus grandes ONG pour les réfugiés au monde et elle aurait accompagné les mouvements des troupes de l'alliance. Elle s'est affirmée très explicitement par rapport aux ONG locales pendant la guerre et immédiatement après. Selon un chercheur américain, l'IRC est une organisation qui a

<sup>130</sup> Cf. "U.S. Military Activities in Rwanda since 1994. Summary, submitted to the Chairman of the Committee on International Relations of the United States House of Representatives", miméo, 19 August 1997, 8 p.

<sup>131</sup> Selon l'analyse du document dans DUKE, L., "U.S. Military Role in Rwanda Greater Than Disclosed", *The Washington Post*, 16 August 1997.

<sup>132</sup> Cf. Aussi CHARLIER, T., *op. cit.*, p. 24; DE BARBA, P., "L'engagement américain pendant la guerre au Zaïre", *Raids*, n° 138, novembre 1997, p. 44-46. Cf. articles cités de *Valeurs actuelles* et *Télé-Moustique*.

<sup>133</sup> Dirigée par des anciens officiers supérieurs américains, basée en Virginie et conseillée par, entre autres, Herman Cohen, ex-sous-secrétaire d'état pour les affaires africaines sous Georges Bush. MPRI a remplacé Executive Outcomes en 1995 pour l'entraînement des troupes angolaises du MPLA, sur initiative du gouvernement américain. Cf. "Private US Companies Train Armies Around the World", *US News and World Report*, 8 February 1997; VENTER, A.J., "Mercenaries Fuel Next Round in Angolan Civil War", *Jane's International Defense Review*, Vol.29, 1996; VENTER, A.J., "Ex-US Army Vets Flood to Guard Angola Oilfields", *The Mail & Guardian*, 10 October 1997; surtout SHEARER, D., *Private Armies and Military Intervention*, Adelphi Paper 316, London, International Institute for Strategic Studies, 1998, p. 62 - 63 et passim.

<sup>134</sup> Cf. l'excellent article de SILVERSTEIN, K., "Privatizing War", in *The Nation*, 28.07 - 04.08.97.

<sup>135</sup> Cf. *US Military Activities... op.cit.*

<sup>136</sup> Cf. Lynne DUKE, *op. cit.*

<sup>137</sup> Ken SILVERSTEIN, *op. cit.*

<sup>138</sup> Nous pensons notamment à Sozaïs (avec Manda Mobutu) ou Eagle (avec Kongolo Mobutu).



graduellement été intégrée dans la nébuleuse des services de sécurité américains: elle se serait toujours inscrite, depuis la guerre froide, dans les objectifs de politique extérieure des Etats-Unis<sup>139</sup>. L'US Committee for Refugees a pris position pour le régime de Kigali et de Kampala, allant même jusqu'à critiquer de façon véhémement le travail des associations pour les droits de l'homme au Congo<sup>140</sup>.

S'il y a des indications sur "une" implication "américaine", nous nous garderons de tirer des conclusions hâtives. Il est fort possible qu'une opération ait été menée sans que le gouvernement américain soit au courant de tous les détails, tout comme il est plausible que ce gouvernement aurait donné son accord pour une "solution" du problème des camps des réfugiés, et que des aides aient été accordées après le mois de décembre 1996, à des niveaux inférieurs, simplement parce qu'il valait mieux essayer d'influencer la dynamique qui était en marche que de courir le risque du chaos total<sup>141</sup>.

### 9.3. Aide financière?

Une question immédiatement liée à ce problème est celle du financement de la guerre. Les thèses avancées sont très diverses: Tavernier, le chef des mercenaires, affirme que le financement de la guerre a été de type mafieux, avec comme objectif de mettre sur pied au Zaïre des circuits de blanchissement d'argent<sup>142</sup>. Le vice-président Kagame prétend que l'opération a été menée de façon économique, sans avoir dû recourir aux gros moyens. Toujours est-il qu'une opération d'un tel degré de coordination et de sophistication a dû requérir un financement considérable. Au lieu de recourir à des théories d'une "aide CIA massive"<sup>143</sup>, il paraît plus plausible que le financement ait été progressif. L'opération de neutralisation des ex-FAR dans les camps des réfugiés ne demandait pas en soi des moyens exorbitants et a peut-être bénéficié d'un financement extérieur (bien que ceci relève de la pure spéculation). A partir du moment qu'une partie du "Zaïre utile" était tombée sous le contrôle de l'alliance, l'opération a pu s'autofinancer. Les salaires des fonctionnaires de Bukavu p.e. ont été payés grâce aux stocks d'argent des banques locales. Du matériel et des stocks de matières précieuses ont été vendus. Le secteur des mines a d'ailleurs prêté main forte à l'alliance: dès le contrôle de Goma, des entreprises minières américaines et canadiennes ont jugé bon de soutenir les futurs maîtres du pays. L'opération de (semi) privatisation du secteur minier déjà en cours sous le premier ministre Kengo a été "adaptée" aux circonstances, et certains nouveaux contrats ont été négociés, parmi lesquels un contrat-mammoth avec l'entreprise "America Mineral Fields", portant sur l'entièreté de la concession Gécamines<sup>144</sup>. Une autre entreprise, Tenke Fungurume Mining Inc., a viré la première tranche du paiement conclu pour la concession qu'elle allait exploiter<sup>145</sup>. Des paiements ont été effectués par des riches hommes d'affaires zaïrois. L'alliance a obligé des entreprises à verser un «tribut de guerre», comme par exemple 3.500.000USD des mines de diamant MIBA de Mbuji-Mayi,

---

<sup>139</sup> CHESTER, E.T., *Covert Network. Progressives, the International Rescue Committee, and the CIA*, Armonk/London, 1995, p. 193-214.

<sup>140</sup> Cf. WINTER, R., "How Human Rights Groups Miss the Opportunity to Do Good", *The Washington Post*, 22 February 1998.

<sup>141</sup> V. aussi RUPERT, J., and LIPPMAN, T.W., "Actions - or Inaction - Said to Aid Rebels", *The Washington Post*, 15 March 1997; "Kabala - the Untold Story", *New African*, October 1997, p. 4.

<sup>142</sup> Cf. trois textes de la plume de Tavernier dans *Père Ubu*, Bruxelles, n. 345, 22 mai 1997, "Grands lacs, nouvelle lecture des changements", *Le Soft* n°738 du 22-27 avril 1998, p. 2 (signé T.V.); *Zaïre, les raisons de la défaite*, miméo, 3p.

<sup>143</sup> Cf. MOSER, F., *op. cit.*

<sup>144</sup> Ce contrat n'a pas été approuvé par la suite à cause des fortes résistances de la part de la Gécamines. Si, dans la presse, on a fait état d'une grande opération de reprise du secteur minier par les Américains, on oublie que quasiment tous les contrats existants et parfois confirmés par l'alliance en 1997, ont été conclus par le gouvernement Kengo. La plupart ont d'ailleurs été signés en août 1996. Le rôle du secteur minier est ainsi premièrement lié aux grandes mutations de ce secteur en Afrique et dans le monde, et non à l'avancée de l'alliance.

<sup>145</sup> TENKE MINING CORP., *Press release*, 12 May 1997; CAHN, C., "Tenke Mining to Hand over Dhrs. 50 million to Zaïre Rebels", *Associated Press*, 9 May 1997; MISSER, F., "Mines: le retour des mastodontes", *La Revue Nouvelle*, mars 1998, p. 77.

viré sur un compte du Comiex, branche "économique" du PRP depuis au moins vingt ans, à Kigali.

Finalement, et peut-être principalement, les pays limitrophes ont contribué au financement de la guerre, comme Kagame l'a lui-même reconnu pendant son interview dans *The Washington Post* (op.cit.). Parmi ces pays, nous croyons que l'apport de l'Angola a été des plus importants: le pays aurait assuré un approvisionnement continu vers Kigali et Bukavu. Il n'est pas impossible que le financement angolais soit partiellement venu d'une source extérieure; accessoirement, une aide zimbabwéenne en uniformes et matériel aurait été accordée aux "tigres".

## 10. LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: LA DIFFICILE AUTONOMIE

Le Zaïre semble être le pays des disparitions: non pas seulement le pays des "princes de l'invisible"<sup>145</sup>, mais celui du président disparu, du gouvernement disparu, de l'état disparu. La question de l'existence de l'état a été posée depuis une quinzaine d'années<sup>146</sup>. Avec la fin du régime de Mobutu, nous avons assisté à la disparition de l'armée, seule fonction étatique encore visible, à la disparition de l'ordre symbolique autour du président, et donc à la disparition de l'état même. Après "les élections introuvables" pendant la longue période de transition est venue l'époque de "l'état introuvable". Comment le reconstruire dans un contexte de parrainage régional et international, et dans l'absence d'une armée zaïroise, traditionnellement épine dorsale de l'autonomie étatique?

Il est évident que la guerre, menée par une telle diversité d'acteurs et de "patrons", a dû aboutir à une situation guère gérable. Il aurait fallu un homme d'état d'une autre stature et expérience que celle du "seigneur de guerre" Kabila; un président -il est vrai, presque surhumain- capable de maîtriser les forces très disparates entraînées dans le sillage de l'alliance. La composante rwandaise a été la plus présente et la plus critiquée pendant l'année 1997. Elle a tenté de contrôler la reconstruction de l'armée congolaise mais a dû garder un profil bas, suite à la résurgence de la guerre civile au Rwanda, et à l'hostilité grandissante de la population congolaise. Toutefois, le chef d'état-major ad interim demeure rwandais et plusieurs postes-clé sont aux mains des Rwandais à l'heure où nous couchons ces lignes<sup>147</sup>.

Aurait-on pu faire autrement, au moins dans un premier temps? Avec des Forces Armées Zaïroises tout à fait suspectes, avec les quelques troupes de la nébuleuse lumumbiste? La seule composante plus ou moins structurée -et "congolaise"(?)- de l'armée de l'alliance est constituée par les "tigres" ou "gendarmes katangais"; cependant, cette armée n'a jamais eu d'officiers formés dans une vraie école militaire (abstraction faite de ceux qui ont fait partie des FAA). Elle a été une armée des mercenaires au service du MPLA et elle n'a connu que la guerre civile dès l'aube de son existence. Dans ces circonstances, il est difficile d'éviter une situation où cette armée katangaise soit ressentie comme une "FAZ-bis" plus rompue que les FAZ aux techniques guerrières et aux opérations militaires, et en plus dotée d'une forte tradition factionnaliste. C'est pourtant sur cette armée que Kabila doit s'appuyer. Les enfant-soldats ou "kadogo" recrutés par l'Alliance posent un problème de taille au nouveau pouvoir: non seulement ils sont inconscients des conséquences de leurs actes, mais ils ont subi une brusque et irresponsable ascension de leur statut social: situation extrêmement difficile à gérer dans un contexte d'absence de perspectives sur un avancement social régulier. C'est pourquoi le président Kabila a instauré, en octobre 1997, un "service national", organisme paramilitaire destiné au développement rural et à l'autodéfense. Cette idée d'encadrement d'une jeunesse exclue cache difficilement un essai de récupération politique, bien que le gouvernement n'a peut-être guère le choix devant la nécessité d'un nouveau encadrement des jeunes. Ce

<sup>145</sup> Cf. THASSINDA UBA THASSINDA, H., *Zaïre: les princes de l'invisible*, Caën, Ed. C'est-à-dire, 1994, 423 p.

<sup>146</sup> Cf. YOUNG, C., "Zaire: is there a State?", *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 18, 1, 1984, p. 80-82.

<sup>147</sup> Sur les divisions internes de l'armée congolaise, voir "Military Muddling", *Africa Confidential*, vol. 39 n°4, 20 February 1997, p. 4-6.

programme volontariste d'embrigadement de 22.000 jeunes<sup>148</sup> est, cependant, difficilement réalisable dans les circonstances actuelles et risque de faire partie d'un registre purement rhétorique à la place d'une vraie politique.

Dans ce dernier domaine, force est de constater que le président Kabila a recruté premièrement des personnalités de sa région, le Katanga. Le pouvoir actuel, aussi bien politique que militaire, apparaît ainsi comme singulièrement "*katangais*" et régionaliste, tout en affirmant le contraire. Le choix n'est pas nécessairement mauvais: c'est en effet le redémarrage du secteur minier katangais qui pourrait financer une reconstruction du pays, comme Kabila lui-même l'a très bien compris. Il reste à voir, cependant, dans quelle mesure le nouveau pouvoir ne risque pas d'être pris en otage par des entreprises spéculatives ou des grands monopoles sud-africains.

La question de l'autonomie se pose ainsi au niveau régional. Si Kabila donne nettement la priorité au développement des relations régionales<sup>149</sup>, ces pays n'ont pas nécessairement un agenda altruiste. La contribution du professeur Maton et Annelies Van Bauwel dans ce volume nous donne des indications sur des possibles remboursements des "*frais de guerre*" aux voisins du Congo-RDC. Chaque pays est impliqué dans un pôle géopolitique ayant une dynamique propre (Afrique du Sud, Afrique de l'Est autour de l'Ouganda, le complexe pétrolier Angola-Congo-Gabon) face auxquels le Congo risque de faire les frais si le pays ne réussit pas à se constituer une autonomie militaire et institutionnelle intérieure. A ce niveau, force est de constater que le gouvernement congolais a fait tout ce qui était imaginable pour s'aliéner le maximum de monde possible... Ce processus de délégitimation interne dans le contexte d'une absence d'efficacité administrative et même militaire fragilise, de toute évidence, tout projet de recomposition économique et politique régionale. L'idéal panafricain défendu par le président ougandais risque de planer aussi longtemps que le président Kabila "*ressemblera*" plus à Milton Obote qu'à Yoweiri Museveni.

La question de la gouvernance du pays reste entière. Si les réseaux sémi-mafieux autour de la présidence ont peut-être perdu leurs anciens patrons, le risque demeure de leur réactivation si le nouveau pouvoir n'arrive pas à s'affirmer. Dans ce cas, un processus tel que décrit par William Reno<sup>150</sup> n'est pas à exclure. Dans la région frontalière avec le Rwanda, où la rébellion a commencé, les problèmes ne seront pas résolus -ils se posent de façon encore plus aigüe qu'avant- aussi longtemps que les solutions recherchées sont plus militaires que politiques.

Pour ses soutiens internationaux, la RDC s'est visiblement orientée vers la Chine et les Etats-Unis, tout en privilégiant une coopération avec les pays africains. Déjà pendant la guerre, Kabila a habilement su jouer sur les thèmes chers aux américains et il a pu se tailler une place dans le spectacle médiatique américain grâce à sa connaissance de l'Anglais. Il n'est pas sans importance que des éléments influents de la diaspora américaine aient été intégrés dans le gouvernement, ni que l'avant-projet de constitution avoue s'être orienté vers le modèle américain. Le soutien de la part des Etats-Unis, bien que substantiel, s'est cependant détérioré au fur et à mesure que les entreprises minières sud-africaines ont gagné du terrain au Congo. L'Union Européenne reste par ailleurs le donateur le plus important pour le pays.

La "*nouvelle Afrique*" des "*nouveaux leaders*" se dessine probablement autour des nouveaux pôles de croissance, et aura inévitablement une composante militaire<sup>151</sup>. Cependant, aussi longtemps cependant qu'un nouveau leadership ne réussira pas à mobiliser et à encadrer la nouvelle élite politique qui a pu se hisser jusque dans l'antichambre du pouvoir au Congo, la "*nouvelle Afrique*" risque étrangement de ressembler à l'ancienne. Au moins dans l'espace congolais.

---

<sup>148</sup> *L'Echo des Bâtisseurs de la République*, n° 1, 29 décembre 1997.

<sup>149</sup> Sa première visite officielle a été faite en Erythrée; le seul pays non-africain officiellement visité a été la Chine en décembre 1997.

<sup>150</sup> RENO, W., "War, Markets and the Reconfiguration of West Africa's Weak States", *Comparative Politics*, 4, July 1997, p. 493-510.

<sup>151</sup> cf. Aussi "Kagame calls for Regional Military Cooperation", *PANA*, December 19, 1997.

Anvers, mars 1998